

Référendum sur les dépenses militaires :

**POUR QUE
LES BUDGETS MILITAIRES
NE SOIENT PLUS BLINDÉS !**

Enfin ! L'initiative demandant le droit de référendum sur les dépenses militaires a été déposée le 19 mai. Si cette initiative était déjà en vigueur, l'énorme budget militaire que Chevallaz et son état-major nous imposent, tandis que les crédits sociaux sont rabotés, pourrait être contesté par un référendum.

Le dépôt de cette initiative est un premier succès. Pour l'atteindre il a fallu que le PSO récolte 32 000 signatures et les autres forces réunies dans le comité de soutien 4 000. Sans cet effort, le Parti socialiste suisse (PSS) aurait laissé l'initiative échouer. Ce danger d'échec, bien réel à un certain moment, n'était pas dû à une quelconque impopularité de la revendication. Les commentateurs bourgeois veulent le faire croire et les notables du PSS prétendent lire la même leçon dans leur boule de cristal.

La réalité parle un tout autre langage. Nous avons débuté avec la récolte de signatures assez tardivement. Nous n'avons pas caché notre opposition radicale à l'armée. Cela ne nous a pas empêchés de récolter 32 000 signatures en moins de trois mois – tout en assurant avec les POCH, le Parti du Travail et le Parti socialiste autonome le succès de l'initiative pour l'abaissement de l'âge de la retraite.

L'initiative a trouvé un écho à plusieurs niveaux. L'argument privilégié du PSS – il faut pouvoir voter sur les dépenses militaires – est indiscutablement populaire. Plus populaire encore : l'argument que les sommes immenses consacrées à l'armée seraient mieux consacrées au développement des budgets sociaux. Même les arguments carrément antimilitaristes trouvent une audience croissante. On n'a pas oublié que certains gouvernements cantonaux voulaient faire intervenir l'armée contre les occupants de Kaiseraugst; le rôle de l'armée dans le Jura est également connu. Des milliers de personnes font, trois semaines par année, l'expérience de la fonction réelle de l'armée : un instrument d'embrigadement pour ceux qui ne considèrent pas l'obéissance aveugle comme une vertu. Un instrument pour discipliner les salariés sous l'uniforme et dans la vie civile. Ce n'est pas par hasard que les manœuvres de l'armée ces dernières années ont donné une large place à l'intervention contre des grévistes et des mouvements sociaux.

Mais la "grande muette" est mise en discussion, d'autant plus que l'initiative contre Rothenthurm rencontre un grand écho. La bourgeoisie craint cette discussion comme la peste. Elle envisage, en effet, d'augmenter les restrictions des budgets sociaux. Un plan d'économies supplémentaires de 380 millions par an est prévu pour 1986. De nouveaux achats d'armement sont également planifiés, notamment des milliards de francs pour des chars d'assaut.

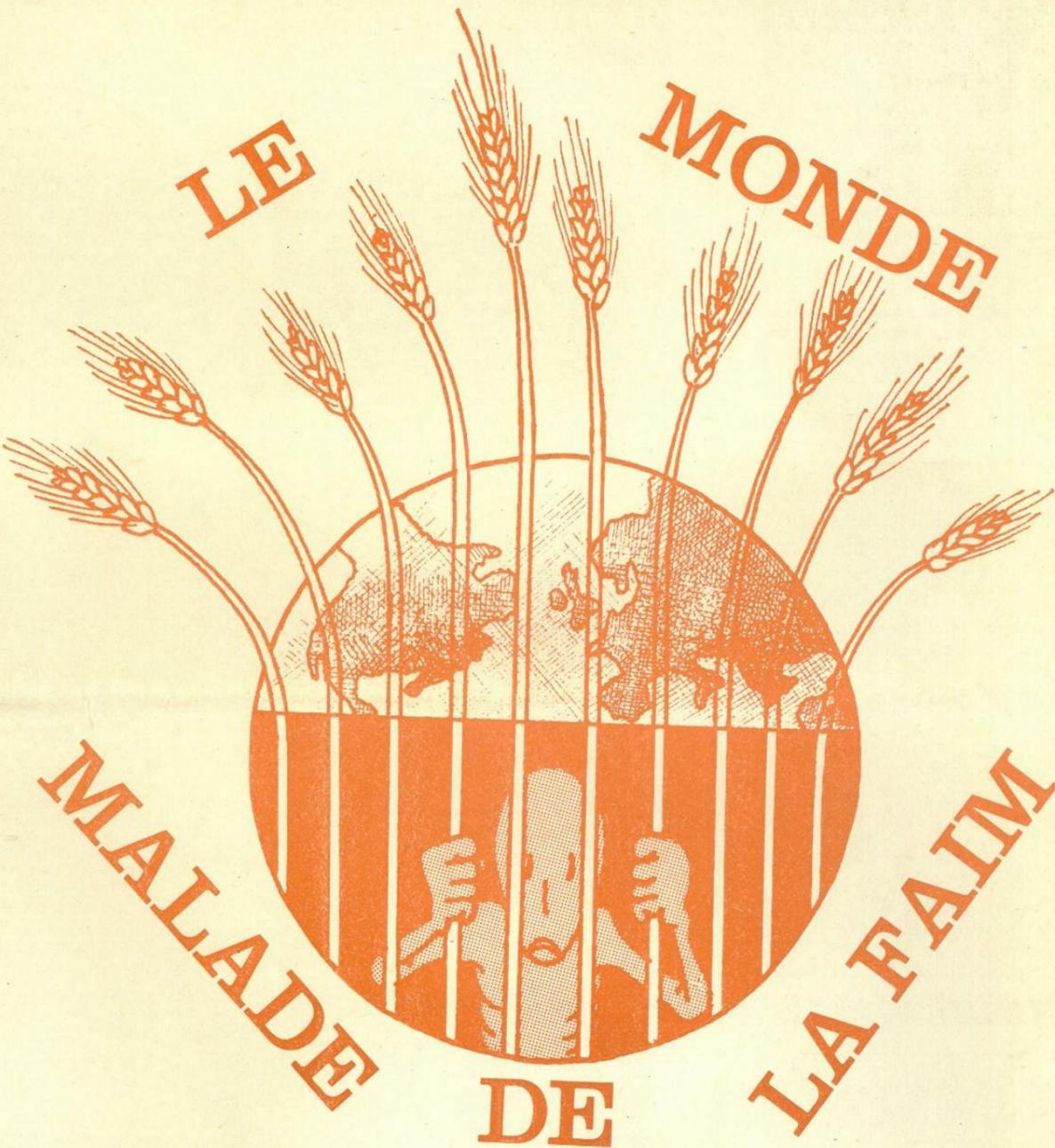
En outre, comme l'affaire Novosti le montre, nos patrons-colonels sont prêts à s'aligner sur toutes les exigences du grand frère américain. Pour eux, l'année des missiles doit être l'année du "silence dans les rangs !".

Pour le mouvement ouvrier et pour le mouvement pacifiste, l'introduction du référendum en matière de crédits militaires, ce droit démocratique élémentaire, fournira au contraire l'occasion de dire à la fois non au réarmement et non à l'austérité.

La Brèche

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale



**Chômeurs,
donc seuls
et inactifs ?**



SOLIDARITÉ AMÉRIQUE CENTRALE

Genève :

jeudi 2 juin, Grande salle du Faubourg
Grand meeting de soutien à la révolution nicaraguayenne, de protestation contre l'intervention US en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

Avec :

Ernesto Cardenal, ministre de la Culture nicaraguayen;

Jean Ziegler, conseiller national socialiste;

Francisco Herrera, représentant du FDR/FMLN.

dès 19h.30 : buvette, bouffe et stands.
Organisation : Association de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador; soutenu par de nombreuses organisations de solidarité internationale, de gauche et syndicales.

Yverdon :

vendredi 27 mai, 20h., Brasserie du Centre (1er étage, salle 2)

Conférence-débat autour du film : *Le Salvador, un nouveau Vietnam ?*

Avec un membre des brigades internationalistes de travail au Nicaragua.

Organisation : Jeunesses Socialistes Révolutionnaires (JSR) - La Taupe.

Genève :

vendredi 27 mai, dans les locaux de l'AJAC 54, route des Franchises (Vieuxseux)

Fête de solidarité avec les peuples en lutte de l'Amérique centrale

dès 19h. : stands, bouffe, musique.

dès 20h. : film *Le Salvador, un nouveau Vietnam ?*, suivi d'un débat.

MANIFESTATION contre l'intervention US en Amérique centrale

BERNE, samedi 4 juin
14h.30, Place Fédérale

- Halte à l'intervention US en Amérique centrale et aux Caraïbes.
- Solidarité avec les luttes de libération des peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes.
- Condamnation publique de cette politique d'intervention par le Conseil fédéral.
- Reconnaissance de l'opposition unifiée FDR/FMLN du Salvador et de l'URNG du Guatemala comme forces représentatives de leur peuple par le Conseil fédéral.

Départ collectif de Genève en car : rendez-vous devant Uni I, rue de Candolle à 11h.30.

Fil de la solidarité avec les femmes du Mozambique

A l'occasion du dixième anniversaire de l'Organisation des Femmes Mozambicaines (OMM) un groupe de femmes de différentes nationalités à Maputo, travaillant comme coopérantes dans divers secteurs, ont lancé une campagne pour recueillir du matériel de couture pour les coopératives de couture de l'OMM. Dans ces coopératives beaucoup de femmes ont la possibilité pour la première fois de participer à l'alphabétisation, de suivre une formation professionnelle et de recevoir un salaire modeste pour leur travail. C'est grâce à ces activités que les femmes parviennent à une certaine indépendance sociale et c'est pourquoi nous lançons une action pour recueillir le matériel suivant : fil (toutes les couleurs, coton ou polyester, si possible grandes bobines); fermetures éclair (avant tout pour jupes et pantalons d'enfants); boutons (simples, blancs surtout); fil élastique et élastiques; agrafes et crochets, argent pour transport.

Cette action est menée par les femmes du SKAAL (Comité de solidarité pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, Suisse alémanique), les femmes du Groupe de boycott de l'Afrique du Sud (Bâle), le Groupe de solidarité avec les femmes d'Afrique australe (Genève), l'OFRA (Organisation pour la cause de la femme, Suisse) et d'autres groupes, parallèlement avec d'autres pays européens.

Veillez déposer ou envoyer vos dons jusqu'au 30 juin 1983 à : Centre de loisirs des Asters, 45, rue Jean-J. Schaub, 1202 Genève; Centre social protestant, 14, rue Village-Suisse, 1205 Genève; L'Inédite, Librairie Femmes, 1, rue Barrières, 1204 Genève; La Mauvaise Graine, 4, place du Tunnel, 1005 Lausanne; Centre œcuménique, 150, route de Ferney, 1211 Genève 20; Magasins du Monde, 7, bd Carl Vogt, 1205 Genève, 15, rue du Simplon, 1006 Lausanne; 7, rue de Locarno, 1700 Fribourg. **Dons en espèces au CCP 12-45073**, mention "Coopératives de Couture au Mozambique" au nom de M. Reidy.

Genève :

Journées de rencontre entre Suisses et immigrés

Le Centre de Contact Suisses-immigrés organise, du 24 au 28 mai, une manifestation de rencontre entre Suisses et immigrés aux Pâquis, cela dans le cadre de ses préoccupations d'engager le dialogue entre Suisses et immigrés dans les quartiers, en multipliant des occasions de rencontre, d'information, de manifestations culturelles, etc... afin de renforcer les liens entre Suisses et immigrés et d'améliorer les contacts réciproques.

Ces journées de rencontre aux Pâquis sont soutenues par l'Université ouvrière et toute une série d'associations et d'institutions du quartier, telles que les paroisses, le Mouvement populaire des familles, le Groupe d'habitants, etc...

Le programme qui suit se déroulera avant tout au Centre de loisirs, 50, route de Berne, mais aussi ailleurs dans le quartier.
du 24 au 28 mai : exposition sur le

logement des saisonniers

à l'Arcade du Centre de loisirs, de 14h. à 23h.
vendredi 27 mai : débat "Suisses et immigrés dans le quartier"

avec la participation de divers milieux des Pâquis. A 20h.30 au Centre de loisirs.

samedi 28 mai : Concert d'un groupe folklorique composé d'immigrés à 11h. sur la Place de la Navigation.

A La Traverse, au Centre de loisirs, de jeunes artistes d'âge scolaire se produiront de 15h. à 17h.

Programme culturel de l'immigration à Genève

(dont plusieurs artistes habitent le quartier des Pâquis) : chanteurs et musiciens espagnols, turcs, yougoslaves, italiens, portugais, africains, latino-américains.

Stands d'information sur les immigrés à Genève.

Lausanne :

Faites chauffer l'école

La majorité bourgeoise qui tient — et comment ! — en main l'instruction publique cantonale et communale multiplie les poussées offensives. Après avoir fait sombrer la réforme de l'école vaudoise, puis introduit la semaine de cinq jours d'une manière confinant au massacre pédagogique, elle a trouvé moyen d'introduire un semestre conditionnel au gymnase. Contre cette mesure ouvertement discriminatoire, plus d'un millier de collégiens lausannois ont protesté activement :

"1229 signatures d'élèves de 8e et 9e ont été récoltées dans les 6 plus grands collèges de la région lausannoise sur une pétition refusant le principe même du semestre conditionnel au gymnase, demandant au Conseil d'Etat de rouvrir la discussion autour de cette question et aux Conférences des maîtres de s'engager publiquement à ne pas appliquer le semestre conditionnel d'autant plus que, cette année, pour la première fois les collégiens ont fait leur collège en 5 ans. (...)

"La menace de la conditionnalité signifie une augmentation du stress, elle a un effet dissuasif et dévalorise de fait le certificat. En plus elle risque de créer de graves problèmes pour ceux et celles qui devront quitter le gymnase après 6 mois de conditionnalité, d'autant plus qu'ils ne pourront pas s'inscrire dans les délais prévus pour une autre voie de formation. Ceux qui n'ont pas les moyens ne pourront pas non plus se payer une école privée ou un voyage à l'étranger; ils n'auront plus qu'une solution : trouver n'importe quel travail à n'importe quel prix.

"Ainsi la décision du Grand Conseil sur l'introduction du premier semestre conditionnel au gymnase — même si elle a été assouplie — est partie prenante d'une politique scolaire qui renforce le caractère élitaire et sélectif de l'école vaudoise. Et avec cette tendance-là, nous ne sommes pas d'accord ! (...)"

Groupe de collégiens et collégiennes

Autre innovation des adjudants de l'enseignement : refuser aux écoliers lausannois — les plus nombreux — le pont entre le jeudi de l'Ascension (férié dans le canton) et le samedi. Rendez-vous compte, scrogneuneu, une journée en moins sur neuf ans, c'est la porte ouverte au laxisme.

Les élèves lausannois ne l'ont pas entendu de cette oreille : dans trois collèges (Béthusy, Saint-Roch et Bergières), ils feront grève pendant une heure ou refuseront même d'entrer en classe. Face à cette incroyable mise en cause des fondements mêmes de la société, l'autorité scolaire saura se montrer ferme : les heures d'arrêt vont pleuvoir ! A quand le port obligatoire de l'uniforme ?

Manifestation silencieuse en solidarité avec les disparus en Amérique latine

Cette manifestation a lieu chaque **dernier jeudi du mois à Lausanne** (Place Saint-François de 12h. à 13h.) et à **Genève** (devant les bureaux d'Aerolineas Argentinas, 1, rue Chantepoulet, de 12h. à 13h.) et se répètera jusqu'à ce qu'on les retrouve.

Cette action est aussi un geste de solidarité avec les mères qui, chaque jeudi, se réunissent sur la place de Mai à Buenos Aires, symbolisant la lutte de toutes les mères d'Amérique latine pour retrouver leurs enfants et les membres de leur famille disparus.

Cette action est organisée par différentes organisations latino-américaines, des comités de soutien aux luttes en Amérique latine et centrale, des associations tiers-mondistes, pacifistes, religieuses, des syndicats et des partis de gauche (dont le PSO).

À PROPSO

Séminaire national du Parti socialiste ouvrier :

RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE CENTRALE

L'actualité du combat pour le socialisme

dimanche 12 juin, 9h.45 à 17h.,
Restaurant Bürgerhaus, -
Neuengasse, BERNE

La poussée révolutionnaire dans plusieurs pays d'Amérique centrale remet à l'ordre du jour l'alternative posée par le "Che" : "Révolution socialiste ou caricature de révolution". Vu les conséquences de la domination impérialiste et des bourgeoisies locales, les droits sociaux et démocratiques essentiels, comme le droit à la terre, à la santé, à l'éducation, voire à la vie, ne peuvent être assurés aux paysans pauvres et aux travailleurs que par le développement du processus révolutionnaire en révolution socialiste. Pour les masses centro-américaines, il y a, sur cette voie, un véritable phare, celui de Cuba. Quels sont les acquis de l'expérience révolutionnaire cubaine, qu'elle apporte concrètement au peuple cubain, quelles sont ses limites, voilà les questions centrales qu'abordera le premier exposé :

Santé et sous-développement — la réponse socialiste à la lumière de la révolution cubaine.

Le sujet sera introduit par Alfredo Morabia, médecin et spécialiste des problèmes de la santé à Cuba et en Amérique latine.

Dernière minute :

Claude Reymond réintégré à la "Tribune de Genève"

Le licenciement du président de la commission ouvrière de la Tribune de Genève, à l'origine d'une grève de 3 jours et demi (cf. La Brèche no 291 du 12 février et no 292 du 26 février 1983) a été annulé par le tribunal des Prud'hommes qui statuait sur le cas. Nous reviendrons sur cette superbe gifle à la direction de la Tribune de Genève et au patronat dans son ensemble.

Mais la marche au socialisme rencontre de nombreux obstacles, le plus sérieux étant celui de la volonté belliqueuse de l'impérialisme de sauver ses intérêts, ses chasses gardées. Quel rôle la Suisse, pays impérialiste s'il en est, joue-t-elle ? Comment combattre ici contre les receleurs internationaux, les multinationales et les marchands de canons qui dominent ce pays ? Ce sont ces problèmes que traitera le deuxième exposé :

Impérialisme suisse et sous-développement — quelle analyse et quel combat en Suisse ?

Le thème sera présenté par Charles-André Udry, économiste et rédacteur à La Brèche et à Inprecor.

Une discussion en plenum suivra la présentation de ces deux sujets; une traduction simultanée en allemand et en français est assurée.

Ce séminaire s'adresse à tous ceux et à toutes celles qui veulent en savoir plus sur la révolution dans les pays sous-développés, comme à tous ceux et toutes celles que nous rencontrons quotidiennement dans le travail de solidarité avec la révolution centro-américaine.

Inscription préalable (nécessaire, entre autres pour la commande des repas) : auprès de la section du PSO de votre région.

SOMMAIRE

EDITORIAL

Référendum sur les dépenses militaires : pour que les budgets militaires ne soient plus blindés ! 1

POLITIQUE

Qui est Monsieur Friedrich ? : un Cincera bis au service de l'OTAN 3

Affaire Novosti : calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose ! 3

Le Parti écologiste genevois ou l'écologie des gagne-petit 8

Kaiseraugst : opposition toujours aussi massive 8

SOCIAL

Chômeurs en lutte : "Avancer des réponses qui intègrent les intérêts des chômeurs et des travailleurs" 4

Emploi : Jean qui rit, Jean qui pleure 4

Horlogerie, fusion de l'ASUAG et de la SSIH : les banquiers exproprient les capitalistes horlogers 5

Maternité et temps de travail 5

DOSSIER

Le monde malade de la faim 6-7

Debout les damnés de la terre... 7

INTERNATIONAL

CHILI : l'ordre ne règne plus à Santiago 9

ANGLETERRE : la guerre à la guerre des femmes 9

ETAT ESPAGNOL : nouvelle victoire socialiste 10

IRAN : halte aux exécutions des militants du Toudeh ! 10

À LIRE

Los Compañeros 11

L'ÉVÈNEMENT

Amérique centrale : un document secret américain révèle la déclaration de guerre des USA 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

	Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . .	22,50
une année, env. ouverte . . .	45.-
une année, env. fermée . . .	55.-
une année, étranger (Europe) . . .	80.-
abonnement de soutien . . .	100.-

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :
La Brèche, rue de la Tour 8 bis
1004, Lausanne
Editeur responsable : C. A. Udry
Imprimerie : CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) / La Brèche, case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02
8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Qui est Monsieur Friedrich ? :

Politicien et rédacteur, R. Friedrich a toujours affirmé son soutien à Cincera. Même lorsque le Conseil fédéral se distança, en 1977, de Cincera ("il n'y a pas place dans notre Etat démocratique pour des activités de renseignement privées"), Friedrich continua à propager allègrement la protection de l'Etat par des services privés. Il répéta cette conviction juste avant son élection au gouvernement, l'atténuant en disant que le matériel établi par des privés doit être "correctement utilisé".

Ses efforts de rédacteur paraissent directement copiés des matériaux de Cincera, ponctués d'évocations apocalyptiques : "Nous connaissons trop bien les méthodes de travail et de pensée des mouvements totalitaires, jadis des nazis, aujourd'hui des communistes, qui sont absolument pareilles. Pour eux, tous les moyens sont bons, que nous, braves démocrates, l'apprécions ou non. C'est à cela qu'il nous faut nous préparer. Une attaque grossière exige une riposte à la hauteur et celui qui ne veut pas voir cette vérité en face succombera".

Comme conseiller national, il ne se départit pas de son thème favori. "Une organisation consciente de ses buts, une véritable régie, est derrière tout cela", s'écria-t-il à propos du mouvement pacifiste. Il ne peut manifestement

Un Cincera bis au service de l'OTAN

pas imaginer que des citoyennes et citoyens puissent se politiser et entrer en opposition de leur propre chef.

A Berne, cet obsédé du complot a découvert de nouvelles perspectives. Le thème de l'espionnage lui a donné une ouverture au monde moins étroite que ses conceptions par trop zurichoises de la subversion. Les gazettes, toujours friandes de tels colportages, ont relaté comme "une révélation de Friedrich" son truculent combat contre la Deutsche Bücherei de Leipzig (librairie de RDA) qui s'intéressait de trop près à des cartes géographiques de la Suisse - disponibles dans n'importe quelle papeterie ! Début 1983, un numéro spécial des informations de l'Institut für politologische Zeitfragen de Zurich (IPZ, Institut pour les questions actuelles de politologie) a même été consacré aux actions sensationnelles contre l'espionnage, basées, comme le dit fièrement la notice, "pour une part essentielle sur l'activité parlementaire et journalistique antérieure du conseiller national Dr R. Friedrich, élu depuis avec honneur conseiller fédéral, ce dont se réjouit l'IPZ". Cet institut publiera d'ailleurs prochainement une étude de Jürg L. Steinacher sur "la campagne pacifiste des Soviétiques", illustrée par l'exemple de la Suisse.

Pour le boy-scout du contre-espionnage Friedrich, "la tension Est-Ouest reste de première importance" et il a ouvertement expliqué de quel côté il se situe, à la fin de l'an dernier, devant la banque Hofmann. Louant sans retenue la politique de l'OTAN qui résiste avec succès "sous la houlette du parapluie américain", il ajouta : "Transposée aux dimensions étroites d'un petit Etat, la même idée fonde notre politique de neutralité armée" - à savoir l'intimidation. "Si l'on considère sur une carte le corridor neutre de la Suisse et de l'Autriche, qui à partir du bloc soviétique pénètre de 800 km dans les flancs de l'OTAN, on peut s'imaginer quels seraient les effets d'un dispositif de défense insuffisant." Rarement politicien suisse n'a aussi ouvertement formulé l'intégration de la doctrine de la défense nationale aux conceptions de l'OTAN.

Jürg Frischknecht
(journaliste, membre du Manifeste Démocratique
de Zurich, qui a combattu Cincera)

Extraits de la *Wochenzeitung* du 6 mai 1983



Manifestation pacifiste à Berne en décembre 1981. L'agent soviétique infiltré se trouve sous le troisième flocon au fond à gauche.

Affaire Novosti :

Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose !

En quelques jours, les accusations fracassantes du Conseil fédéral contre Novosti se sont toutes effondrées. Mais rares sont ceux qui demandent des comptes à l'auteur de ce coup monté, Friedrich. Morale de l'histoire : un conseiller fédéral peut diffamer des citoyens, leur faire perdre leur emploi, porter atteinte à la liberté de la presse, il reste "inattaquable"...

Un tissu de mensonges

Diffusées, sans même le conditionnel de coutume, par tous les médias le 30 avril, les accusations contre Novosti et ses deux journalistes suisses Schwander et Spillmann (du Parti du Travail) sont tombées une à une.

Le Conseil fédéral dénonçait "une activité qui allait largement au-delà des tâches d'information prévues". Le 3 mai, un porte-parole du Département fédéral de Justice et Police répond à la Tribune Le Matin : "Le chef de l'agence et ses collaborateurs ne sont pas accusés d'avoir dirigé des activités qui sont sans rapport avec celles d'une agence de presse". Pourtant, on parlait "d'entraîner des jeunes vers la criminalité" et d'exercices paramilitaires ! Schwander et Spillmann étaient ouvertement visés. "Nous n'avons jamais fait de reproches à quiconque, sinon à M. Doumov, responsable du bureau de Novosti", ose dire Peter Huber, chef de la police fédérale, à la presse le 4 mai. Et d'ajouter qu'il n'y aura pas de poursuites pénales contre les deux journalistes, "les éléments à disposition étant insuffisants"...

Même Friedrich se contredit. Il admettait le 30 avril que les deux journalistes "avaient fait usage de leurs droits politiques" en rédigeant un appel pour la paix, en distribuant des tracts ou participant à des manifestations. Le 4 mai, il se reprend : "C'est abuser de notre bonne foi que de prétendre que les deux journalistes ont agi en toute légalité. Ils étaient les instruments de Novosti". Quant aux exercices paramilitaires, étouffés la veille par M. Huber, il répète : "On se trouve à l'extrême limite de l'impunité", mais refuse de fournir toute preuve !

Mettre à l'ordre les pacifistes

Tout est à l'avenant. Le but est

clairement affirmé : "inciter les responsables du mouvement pacifiste à la prudence et les conduire à se demander : ce mouvement peut-il se distancer de la tutelle soviétique ?".

L'amalgame est grossier. "L'incité" que l'agence aurait manifesté pour les pacifistes (par le biais de deux journalistes suisses !) devient... la "tutelle soviétique" ! Par quel tour de passe-passe ? La rédaction d'un manifeste (signé par de nombreuses personnalités) et un coup de téléphone à Schwander de militants allemands qui demandaient le rendez-vous de la manifestation de Berne et s'il fallait prendre des banderoles. La "tutelle de Moscou" saute aux yeux et si vous ne la voyez pas, c'est que vous êtes déjà contaminés !

N'empêche que la manœuvre fait effet chez les scribouillards. En réponse au Conseil suisse de la paix, qui a démenti toute influence moscovite, D. Miéville (*Journal de Genève* du 11 mai 1983) se permet ce commentaire : "Aux questions que l'opinion publique est légitimement en droit de se poser après l'affaire Novosti les mouvements pacifistes n'ont à opposer que des professions de foi (...) Lorsque sur la scène n'apparaissent que de simples exécutants d'un récitatif, étonnez-vous donc que l'on ait tendance à chercher en coulisse un chef d'orchestre".

Que "l'opinion publique" soit en droit de se poser des questions sur les orchestrations de coulisses de Friedrich n'entre évidemment pas en ligne de compte ! Les doutes émis par la presse devant la légèreté des accusations du Conseil fédéral ne sont pas allés jusqu'à mettre en cause le bien fondé du renvoi de M. Doumov. Il était un agent, c'est certain, même sans preuves. Celles-

ci sont si maigres que J.-S. Eggly (*Journal de Genève* du 4 mai) se sent obligé de rappeler que le "malheureux" communiqué du Conseil fédéral, asséné sans preuves, ne doit "pas faire oublier le volet essentiel qui tient précisément à la volonté soviétique de manipulation, de déstabilisation". En fait de manipulation, en voilà un joli morceau ! Et la Voix Ouvrière a parfaitement raison d'y riposter par une accusation publique de ses auteurs.

Les "zones grises"

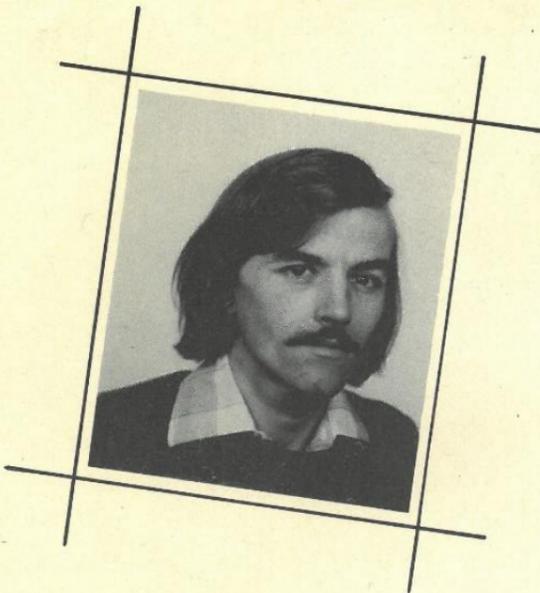
Mais outre les pacifistes, l'affaire Novosti vise, plus généralement, les droits démocratiques fondamentaux. Tout le "complot" repose en effet sur un seul amalgame : Schwander et Spillmann, citoyens, bénéficiant de tous leurs droits politiques, sont transformés en "instruments" de Moscou. Le but est clair : faire passer pour de la "subversion légale" (le terme est encore du *Journal de Genève*) les activités politiques légales d'un journaliste. Et demain de quiconque ! Seule l'Union suisse des journalistes (SSP ex-VPOD) a relevé ce défi. La grande presse, pourtant mise en cause pour n'importe lequel de ses journalistes, se tait. C'est dire si Friedrich se sent les coudées franches.

Il avouait lui-même qu'il "existe effectivement une sorte de zone grise entre ce qui relève du pénal et ce qui est appréciation politique". Il en fait non seulement une théorie mais son champ d'action préféré, au défi des droits démocratiques les plus élémentaires. Aujourd'hui contre des journalistes de Novosti. Demain contre tous ceux qu'il voudra fichier, amalgamer et faire passer dans sa "zone grise". Montée en affaire d'espionnage, la fermeture de Novosti se révèle n'être qu'une nouvelle machine de guerre contre toute opposition politique et contre les droits démocratiques. Un authentique Cincera est entré au Conseil fédéral : il ne doit pas y rester !

Michel Thévenaz, 13 mai 1983

Chômeurs en lutte :

«Avancer des réponses qui intègrent les intérêts des chômeurs et des travailleurs»



* ENTRETIEN AVEC PAUL SAUTEBIN, membre du Comité de chômeurs de Bienne

La Brèche : Combien êtes-vous actuellement au chômage à Bienne ?
Paul Sautebin : Il y a près de mille chômeurs; plus de la moitié sont des femmes, 750 timbrent et près de deux cents sont occupés par les programmes d'aide de la ville. Bienne compte donc 2,8 o/o de la population active au chômage.

* **C'est une situation comparable à celle de 1975-1976 ?**

— Le nombre absolu de chômeurs est plus faible, mais relativement il est plus élevé, car depuis 1975, l'agglomération a perdu 8 000 emplois et presque autant d'habitants. Le taux de chômage est donc plus fort, la capacité d'absorption du chômage par l'industrie est réduite, nombre d'entreprises ayant disparu entre temps. Ainsi, Bulova avait pu, à l'époque, licencier 350 de ses 700 "chers collaborateurs", puis en réengager 400 lors de la reprise. Aujourd'hui Bulova, c'est terminé, il ne reste plus que 50 personnes et tout l'appareil de production a été liquidé. D'autres entreprises horlogères ont aussi disparu : la Métallique, la Rhiz, la Centrale, ainsi que de nombreuses petites boîtes. En tout, des milliers d'emplois.

Cette situation a plusieurs conséquences sur le chômage. D'abord la durée moyenne du chômage a augmenté : il y a beaucoup de travailleuses âgées qui sont au chômage depuis plus d'une année, voire depuis plus de 18 mois. Ensuite la

quasi-totalité des chômeurs et des chômeuses vient de l'horlogerie; ils sont à la longue poussés à se déqualifier, un phénomène qui était bien moins présent en 1976.

* **Comment se sont organisés les chômeurs ?**

— Dans toutes les villes horlogères, des comités de chômeurs ont vu le jour. A Bienne, nous nous réunissons tous les 15 jours dans une salle mise à notre disposition par la Municipalité. La participation est importante : il y a régulièrement entre 80 et 150 chômeurs qui suivent ces assemblées. La moitié sont des femmes et il y a une même proportion d'immigré(e)s. Le comité s'est organisé et regroupe les chômeurs autour de l'action menée pour alléger les conséquences de la loi sur le chômage, qui, pour le chômeur, est une loi répressive. Nous envisageons aussi de faire une manifestation en ville pour que la Municipalité accélère l'application de notre revendication de recyclage et de perfectionnement professionnel. Le 4 juin, il y aura une manifestation nationale des chômeurs, sous la forme d'une conférence de presse.

* **Quelles sont vos revendications essentielles ?**

Celle du recyclage et du perfectionnement est actuellement la plus importante, car elle répond le mieux à ce qui peut être obtenu dans la situation actuelle. Les travailleurs de l'horlogerie sont très

dévalorisés sur le "marché du travail", vu leur "déqualification" de fait; en outre les mutations technologiques dans les autres secteurs impliquent que les chômeurs puissent se recycler. Mais nous demandons que le recyclage serve aussi à la prévention des licenciements.

L'autre versant de notre action, c'est la lutte contre tout le système de pénalisation du chômeur instauré par la loi, pour la prolongation du versement des indemnités et l'augmentation du taux de l'indemnité, qui, cette année encore, est de 65 o/o du salaire pour les personnes sans charge de famille. La suppression de la récolte de 10 attestations — délivrées par les entreprises — de recherche de travail chaque mois est au centre de notre lutte, car elle symbolise vraiment l'aspect répressif de la loi sur le chômage. Exiger ce genre de démarches d'un chômeur, sous peine de perdre jusqu'à vingt indemnités journalières, alors qu'un patron peut, sans aucun contrôle et en téléphonant simplement à l'Office du travail du coin, mettre des centaines de travailleurs au chômage partiel, montre bien à quoi sert cette loi. Actuellement nous travaillons sur la revendication de création d'emplois par le biais d'entreprises publiques dans la région. C'est la seule manière d'envisager de manière réaliste la question.

* **Comment travaillez-vous avec les organisations ouvrières ?**

— En vue de la conférence nationale des chômeurs du 4 juin, nous avons insisté pour que la réduction du temps de travail à 38 heures soit un objectif de travail. En outre nous expliquons systématiquement aux chômeurs et aux travailleurs que le chômage sert de moyen de pression sur les salaires et les conditions de travail. Les exemples ne manquent pas dans la région. C'était aussi le sens de notre manifestation devant l'Omega en mars dernier. Nous agissons donc constamment pour avancer des réponses qui intègrent les intérêts des chômeurs et des travailleurs.

De leur côté, les syndicats nous ont accordé une entrevue; ils nous ont fourni quelques milliers de feuilles de papier et un secrétaire syndical a participé à l'une de nos assemblées. Mais malheureusement, il n'y a rien qui viennent spontanément d'eux; même au 1er Mai personne n'est venu nous voir. Pourtant les syndicats auraient tout intérêt à collaborer davantage avec

nous étant donné que pour la plupart des chômeurs, le comité de chômeurs représente leur première expérience collective d'organisation ouvrière.

Le Parti socialiste, qui est majoritaire à la Municipalité, cherche plutôt à nous éviter, tout en nous accordant quelques miettes. Le maire socialiste de la ville n'a jamais répondu à nos invitations. Dans le dernier journal du Parti socialiste (PS) biennois, le municipal Raymond Glas consacre une page aux chômeurs mais ne dit pas un mot de l'association des chômeurs. L'orientation politique du PS le pousse naturellement à fournir du terrain et des allègements fiscaux aux industriels plutôt qu'à se tourner vers les travailleurs. L'exemple du recyclage est parlant : en octobre dernier, lors de l'émission de télévision *Temps présent* consacrée à Bienne, Raymond Glas, directeur des œuvres sociales, répondait par la négative à un chômeur qui demandait des possibilités de recyclage; quatre mois après, sous la pression du comité des chômeurs, les autorités commencent à changer de position. Il aura fallu attendre jusqu'en avril pour qu'elles envisagent sérieusement la question. Actuellement, aucun chômeur n'a encore pu participer à de véritables cours de recyclage ou de perfectionnement professionnel, mais l'avenir sera peut-être plus positif.

* **Quelles sont les perspectives des comités de chômeurs ?**

— Dans un certain sens, je souhaite qu'ils en aient le moins possible ! Mais en fait le chômage va se renforcer, et l'on constate déjà maintenant des divisions plus profondes dans les organisations ouvrières, liées à la détérioration des conditions de travail. Mis à part ce fait, il faut que les comités de chômeurs puissent se renforcer aussi longtemps que le chômage existe. Leur renforcement effectif dépend passablement de l'unité avec les autres organisations ouvrières. Ce ne sont pas quelques dizaines de milliers de chômeurs qui, seuls, vont pouvoir modifier la loi sur le chômage. D'autre part, les expériences faites par les chômeurs dans ces comités prendront une tout autre valeur, lorsqu'ils se retrouveront dans des syndicats ouvriers. Cela sera certainement la contribution la plus positive de la crise au renforcement du mouvement syndical. En tant que militant du PSO, c'est ce que je souhaite.

Emploi :

JEAN QUI RIT,
JEAN QUI PLEURE

"Les meilleurs résultats de l'histoire d'Olivetti", tels sont les termes utilisés par le conseil d'administration du trust pour commenter les comptes de 1982 qui marquent une augmentation du bénéfice — par rapport à 1981 — de 130 millions de francs à 141 millions. Les travailleurs licenciés de Hermes Precisa International à Yverdon et à Sainte-Croix apprécieront l'auto-satisfaction de leur patron !

La crise n'est pas là vraiment pour tout le monde... Nestlé annonce ainsi une augmentation du bénéfice net consolidé de 14 o/o en 1982 — il passe de 964 millions en 1981 à 1,098 milliard en 1982 —; Sapal, entreprise de plieuses automatiques à Ecublens, augmente son chiffre d'affaires 1982 de 5,3 o/o et Zyma SA, société de produits pharmaceutiques près de Nyon, accroît son chiffre d'affaires de 11,7 o/o, son bénéfice net passant de 15,5 millions à 16,2 millions.

Le revers de la médaille : 12 salariés sont licenciés à Yvonand suite à la fermeture de la succursale des entreprises électriques Grichting et Valterio SA; le canton de Vaud compte 1850 chômeurs complets fin avril et 2168 chômeurs partiels fin mars.

Dans cette situation, il était parfaitement légitime d'interpeller publiquement la direction d'Autologic (anciennement Bobst Graphic) à Mex à propos de bruits qui couraient concernant l'éventualité de nouveaux licenciements. D'ailleurs à la fin de l'année 1982, 45 licenciements avaient déjà été annoncés, impliquant la fermeture des secteurs de la recherche et de production de photocomposition. L'affaire Matisa avait illustré récemment les méthodes patronales de démantèlement par tranches, jusqu'à une fermeture quasi complète de tous les secteurs de production. Sans parler de la politique patronale d'information — si on ose parler d'information ! — qui consiste à annoncer brutalement des licenciements sans délai pour faire jouer l'effet de surprise contre toute possibilité de réaction des travailleurs.

La section vaudoise du PSO a donc demandé à la direction d'Autologic si oui ou non des licenciements étaient prévus, estimant qu'il n'était pas possible de jouer plus longtemps avec le sort de dizaines de salariés. La réaction de la direction fut à la mesure de l'arrogance ou du mépris des patrons quant au sort des travailleurs. Sa violence est symptomatique de la détermination patronale à s'accrocher bec et ongles à la politique du secret. La direction d'Autologic démentit tout licenciement et accusa le PSO d'avoir causé "un tort — pour sa réputation ou pour des contrats en discussion — indéniabile et irréparable". Elle annonça qu'elle portait plainte pour obtenir des dommages et intérêts. Grottesque ! Comme si un communiqué du PSO allait faire couler Autologic ! Réaction grotesque mais révélatrice d'une volonté d'intimider tous ceux, travailleurs ou organisations ouvrières, qui luttent pour mettre en cause ce pouvoir sans partage du patronat sur les conditions de vie et de travail de la majorité de la population, des salariés.



— Toi aussi, tu as trop de boulot ?
 — Non. Moi, je n'en ai pas assez.

Escara.

Horlogerie, fusion de l'ASUAG et de la SSIH :

Les banquiers exproprient les capitalistes horlogers

La récente fusion des deux groupes horlogers SSIH et ASUAG témoigne avec éclat de la mainmise complète des banques sur le secteur horloger. Après l'expropriation des actionnaires de la SSIH par l'Union de Banques suisses (UBS), qui reprit les actions du trust à moins de 1 o/o de leur valeur, la Société de Banque suisse (SBS) réserve un coup du même genre aux actionnaires de l'ASUAG. Peter Gross, l'un des maîtres d'œuvre de l'opération, président du Conseil d'administration de SSIH, mais surtout directeur général de l'UBS, expliquait : "Avec des structures plus simples, des méthodes plus rationnelles et une stratégie plus claire, le défi pourra être relevé" (Tribune de Genève, 16 mai 1983). On sait ce que cela signifie, car la pesante présence des banques dans l'horlogerie ne date pas d'hier : dès sa fondation en 1931, l'ASUAG voyait 33 o/o de son capital être détenus par des banques. Or l'ASUAG a été en même temps le fer de lance des restructurations horlogères et la tranchée avancée du protectionnisme douanier. Le résultat de cette brillante politique, on peut le voir aujourd'hui !

Quelles conséquences pour les travailleurs ?

D'abord la restructuration et la réorganisation de l'industrie horlogère se déroulent au niveau international. La production des diverses composantes, et même l'assemblage des montres de bas de gamme se font à cette échelle. L'habillement des gammes standard et basses est produit dans les pays asiatiques avant d'être importé en Suisse. L'industrie horlogère helvétique, qui produisait 80 o/o des montres en 1930 n'en fabriquait plus que 30 o/o en 1970 et 9 o/o aujourd'hui. C'est dire l'internatio-

nalisation de la production et donc des choix stratégiques. Les capitaux, qui n'ont pas de passeports, agissent au niveau international contre les travailleurs.

Ensuite, s'il existait une véritable cohésion industrielle dans la fabrication de la montre dans l'horlogerie suisse, les banques n'interviendraient pas en faisant un tel tapage. Une fusion financière aurait suffi. La réalité est tout autre, surtout dans le groupe Omega, qui a gardé l'allure d'une manufacture "peu rationnelle". Le projet de Gross et de son compère Thomke, c'est d'intégrer les marques Omega

et Tissot dans le groupe des marques GWC, qui est la branche "assemblage et vente" de l'ASUAG. Ce qui implique aussi l'intégration de la fabrication des ébauches et des composantes d'Omega et Tissot dans le groupe Ebauches SA, autre branche de l'ASUAG.

Dès lors l'assemblage sera rationalisé, produit en masse sur des chaînes plus importantes, avec évidemment des conséquences néfastes pour l'emploi. En outre, la fusion des services de vente, de recherche, de styling, entraînera des suppressions d'emplois dans les bureaux. Quant à la fabrication des ébauches, les conséquences de l'intégration risquent d'être plus graves encore, l'appareil de production, en particulier chez Omega, n'étant pas des plus modernes (ateliers de mécanique, par exemple) comparé à celui d'Ebauches SA. En 1971, les deux groupes occupaient 27 000 travailleurs; au moment de leur fusion ce chiffre est déjà passé à 13 000; il y a fort à parier que dans une année ou deux, la barre des dix mille sera franchie. D'autant plus qu'ASUAG n'a pas ralenti son train de restructuration. Les effets de cette fusion se manifesteront aussi sous l'angle d'une concentration géographique de la production. Ainsi on peut se demander quel sera le sort des FAR (Fabriques d'Assortiments Réunies) du Locle, qui appartiennent présentement à ASUAG. Les FAR occu-

paient il y a 10 ans 4 000 salariés, elles n'en ont plus que 700 aujourd'hui et risquent de passer demain à 200 ou 300. Dans la sous-traitance, les coupes sombres dans l'emploi vont être nombreuses : l'industrie horlogère se concentrera alors sur Marin, Granges, Bienne et Fontainemelon. Et encore !

La gauche et les syndicats devant la fusion

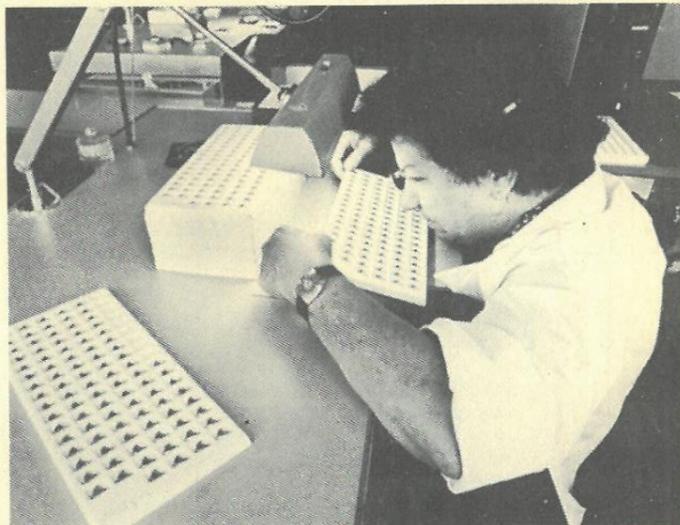
Première absence remarquée : celle de G. Tschumi, président de la branche horlogère de la FTMH (Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie) et représentant de la Confédération au conseil d'administration d'ASUAG. La loi du silence, pour ainsi dire. Ceux qui ont remplacé, pour l'occasion, ce muet soudain, ont néanmoins affirmé que la FTMH veillera au maintien de l'emploi — comme d'habitude et avec le succès que l'on sait. Soutenant de longue date la nécessité d'une industrie d'exportation forte et concurrentielle, les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier ne peuvent que se féliciter de cette opération bien suisse, réalisée par des banques bien suisses, avec des capitaux bien suisses. D'où leur absence totale de réaction à cette fusion.

Pourtant cette mesure va faire que la majorité des travailleurs de l'horlogerie dépendront directe-

ment ou indirectement d'un seul trust, dirigé par des banques regorgeant de profits. Il serait donc normal que les syndicats et les travailleurs organisent immédiatement une mobilisation nationale pour exiger le maintien du volume de l'emploi, le retrait des licenciements en cours, le maintien des différents centres régionaux de production, la répartition du travail par les 40 heures immédiatement, vers les 38 heures et la sauvegarde des acquis sociaux.

Plus fondamentalement, l'arme de l'expropriation — que les banques utilisent à tour de bras — doit être utilisée pour permettre au mouvement ouvrier d'exercer une pression politique afin de maintenir, voire développer, l'emploi. Ce n'est pas en accrochant le wagon ouvrier à la locomotive des états-majors bancaires que l'on préservera les intérêts des travailleurs. Mais bien en opposant à la fusion façon Gross-Thomke la nationalisation sans indemnisation, afin que le sort d'une région entière commence à échapper à l'emprise totale de ces docteurs en licenciements. La nationalisation permettrait ainsi aux travailleurs d'influencer politiquement les choix de développement industriel. Ce n'est pas encore le socialisme, loin de là, mais c'est une première brèche dans la dictature du capital sur les travailleurs.

Paul Sautebin



Interfoto

MATERNITÉ ET TEMPS DE TRAVAIL

"L'aménagement du temps de travail, des congés non-payés (ou si l'on préfère la garantie de retrouver son emploi) n'étaient aucunement posés en alternative au congé parental de 9 mois, comme vos lecteurs sont amenés à le croire, mais concernaient l'organisation de la vie professionnelle après ce congé. Il n'est pas question à cet égard d'obliger qui que ce soit à réduire son horaire de travail, mais tout au contraire d'obtenir pour ceux qui le souhaitent des aménagements individuels.

J'ai par ailleurs évoqué le congé non-payé en vue de souligner à quel point, même sans qu'il soit question de rémunération, l'aménagement du temps de travail en fonction d'une naissance est encore loin d'être réalité.

Enfin, la récompense du choix dont il est question dans votre article ne concerne absolument pas la réduction du temps de travail après le congé parental, mais l'acceptation, par l'homme, d'une nouvelle répartition des rôles : cela peut demander au début des adaptations difficiles, mais qui trouvent leur récompense dans une plus grande satisfaction. (...)

R. Longet

C'est tout à son honneur d'envisager ainsi la mise en cause des rapports traditionnels au travail et dans le couple et je souhaite que cette démarche aide à faire éclater les murs de la famille étroite, étouffante surtout pour la femme et pour les enfants. Mais comment envisager d'autres rapports ?

Il est bien certain que lors d'une naissance, le problème d'aménager le temps se pose : temps de travail, travail domestiques, vie "familiale", nouvelle relation à établir avec le nouveau-né, et avec son/ses frères ou sœurs supposent une importante disponibilité. Malheureusement trop de couples ne se donnent pas les moyens d'y réfléchir et d'envisager une répartition des rôles autre que celle que la tradition impose. Si quelques-uns, fort rares et fort privilégiés, peuvent envisager un temps partiel, qu'advient-il de la majorité des parents ?

— leurs salaires ne leur permettent pas de se contenter d'un demi-poste et d'un salaire amputé en conséquence;

— leurs emplois ne se dédoublent pas (grands magasins, usines, services par exemple);

— les infrastructures sont souvent tellement maigres et insatisfaisantes que la garde de l'enfant doit

Dans La Brèche du 26 mars, je relevais que "les socialistes avaient défendu ardemment le principe de l'initiative maternité" au Conseil national, mais que l'opposition classique — et sexiste — entre famille et emploi ne les avait pas épargnés, citant le camarade Longet, de Genève : "Apprenons à aménager le temps de travail, envisageons la possibilité de congés non payés (...) le choix sera récompensé".

Dans une lettre à La Brèche, René Longet met en cause l'interprétation ainsi faite de ses propos. On trouvera ci-contre l'essentiel de l'argumentation du conseiller national socialiste, ainsi qu'une première réplique.

être assurée par la famille. De même plus tard, les horaires des jardins d'enfants et de l'école primaire, sans cantine, exigent l'entière disponibilité d'un parent.

Il revient donc automatiquement à la mère de décider d'interrompre son travail comme le souligne le message du Conseil fédéral. Pourtant, la réalité montre que les femmes conservent de plus en plus leur poste lors de la naissance du premier enfant (28 o/o en 1967, mais 39 o/o en 1977), et même lors de la deuxième naissance (respectivement 29 o/o et 32 o/o) ou encore pour le troisième (22 o/o et 24 o/o)¹.

Si on en reste là, le cercle se ferme et l'alternative ressurgit entre

travail et famille, les parents cherchant la combinaison la plus harmonieuse possible. Alors la réponse ne peut que rester au niveau de l'aménagement — volontaire et individuel — du temps de travail. Ce même leitmotiv est avancé comme réponse à la crise : "Répartissons le travail et acceptons de produire moins et de consommer moins". On le trouve aussi comme recette pour réduire l'horaire de travail : "Vu qu'on ne peut garantir les mêmes gains avec un horaire réduit, réduisons-le lentement : ceux qui veulent moins travailler le font volontairement et acceptent de sacrifier une partie de leur salaire". Les économistes socialistes et les

syndicalistes nous arrosent de ces discours à chaque occasion dans les débats sur la relance économique, sur les 40 heures, sur l'écologie et la qualité de la vie ! En France voisine, le gouvernement du Parti socialiste et du Parti communiste abandonne la revendication des 35 heures et la lutte contre le chômage en renvoyant chacun à une solution individuelle; la propagande nataliste à la De Gaulle figure en bonne place dans le cortège des solutions de rechange !

Alors que le camarade Longet ne m'en veuille pas si j'ai trop hâtivement assimilé son intervention aux discours habituels de nombreux de ses camarades.

La solution, nous l'aborderons par une réduction radicale du temps de travail et l'application dans tous les domaines de l'égalité entre hommes et femmes. Cette solution suppose un fort engagement — côte à côte — des féministes et des militants syndicalistes et politiques de gauche. Dans la prochaine campagne pour les 40 heures et celle pour défendre l'initiative maternité, nous reprendrons cette discussion, de grande actualité.

Marie-T.

1. Enquête du MPF, 1967-1977 "Comment vivent-ils ?".

Exagéré, ce raisonnement ? Pas du tout : pour sauver les 15 millions d'enfants dont nous venons de parler, il suffirait de leur fournir l'équivalent en calories d'environ 3 127 500 tonnes de céréales. Cela peut paraître énorme, mais il n'en est rien. Ce chiffre ne représente que les 2 millièmes de la récolte mondiale ou encore les 9 millièmes des seules récoltes américaines en 1982 ! Le problème n'est donc pas "technique", il est éminemment économique et politique. On peut le constater aussi en rappelant que lors de l'embargo céréalier contre l'URSS décrété par Jimmy Carter, l'Inde avait livré 2 millions de tonnes de blé à l'Union soviétique. L'Inde compte pourtant plus de 200 millions de sous-alimentés; mais ils ne représentent pas une "demande solvable"...

Quant à l'argument de la "croissance démographique explosive" des pays du Tiers Monde, avancé par quelques crétiens attardés, il ne tient pas debout. Non seulement en regard des gigantesques capacités de production excédentaire des pays développés, mais même par rapport à la propre production des pays sous-développés. Entre 1970 et 1979, la production alimentaire totale des pays "en voie de développement" a augmenté en moyenne de 5 o/o par habitant. La moyenne est toutefois trompeuse; d'abord parce qu'elle cache les énormes inégalités entre pays du Tiers Monde, ensuite parce qu'elle ne dit pas que la part la plus importante de cet accroissement est dirigée sur le marché mondial, vers les pays capitalistes développés et ne sert absolument pas à satisfaire les besoins des populations affamées. Voilà exactement l'effet pervers de l'économie de marché que les tenants de la thèse de l'explosion démographique veulent nous faire oublier. Et quand nous parlons d'effet pervers, il serait plus juste de dire "effet criminel". Car la faim, ce n'est pas uniquement les chiffres — déjà scandaleux — des morts de faim, c'est aussi une série de conséquences graves pour les survivants. La famine et la sous-alimentation provoquées par le système capitaliste sont en train de produire des millions de déficients mentaux et physiques.

LES MALADIES DE LA FAIM

La sous-alimentation ou la malnutrition entraînent chez les adultes une moindre résistance aux infections et aux maladies parasitaires. En résulte aussi une apathie générale, à l'origine souvent de la faible productivité des travailleurs sous-alimentés. A ces caractéristiques générales s'ajoutent, selon les régions, des déficiences particulières. Ainsi en est-il du goître endémique, responsable de déficiences mentales et de graves troubles du développement physique. Cette maladie, qui concerne environ 200 millions de personnes, surtout dans les régions montagneuses d'Amérique latine et en Asie (régions situées au pied de l'Himalaya), pourrait rapidement et efficacement être combattue notamment en augmentant la teneur en iode de l'eau.

Ailleurs, le manque de vitamine A entraîne lésions oculaires et cécité, alors que le rachitisme se développe quand l'absorption de vitamine D est insuffisante. Le béri-béri, affection nerveuse provoquant des troubles psychiatriques, une insuffisance cardiaque et la mort, vient d'un manque de vitamines B 1.

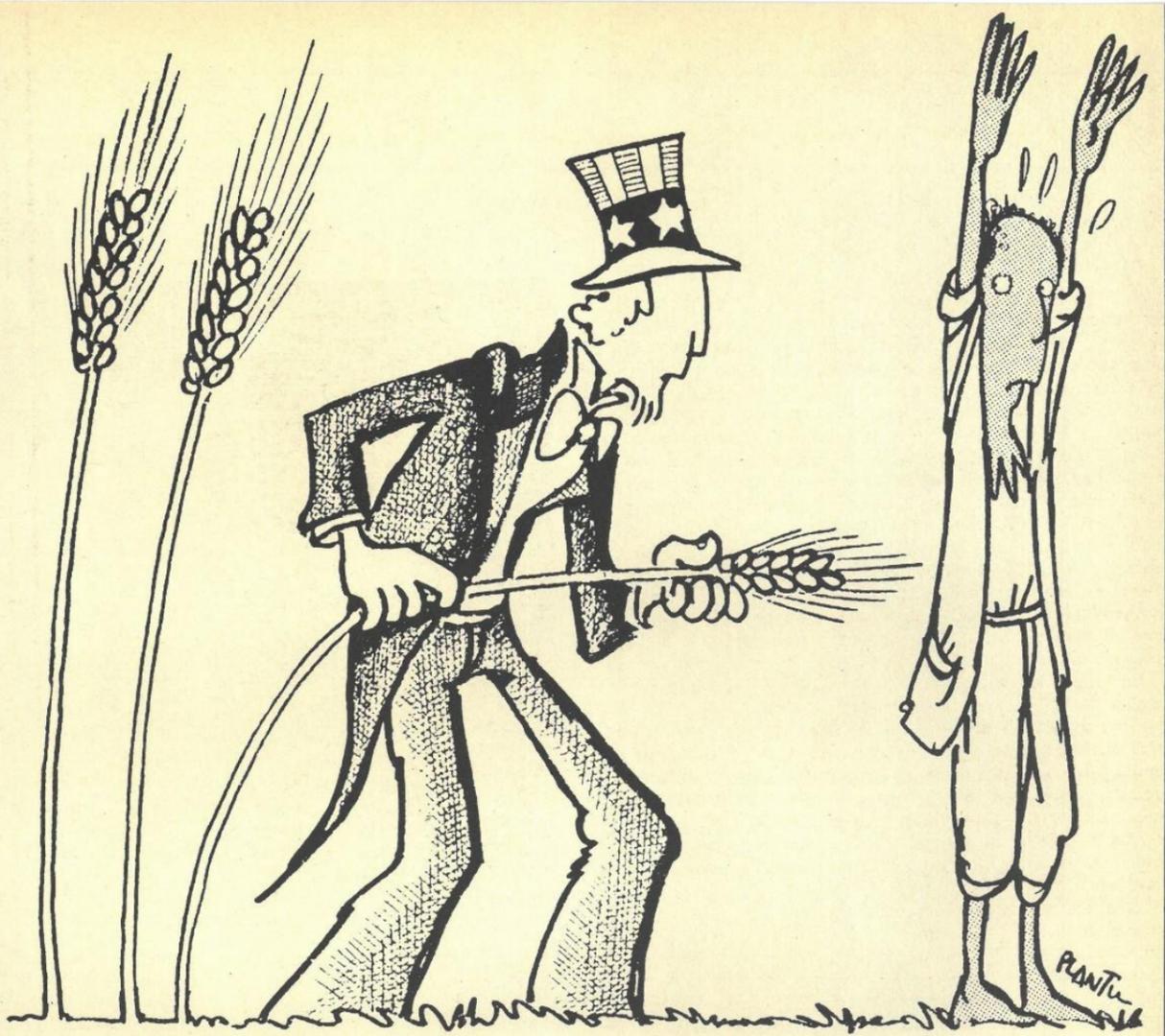
Les conséquences les plus dramatiques de la sous-alimentation et de la malnutrition s'observent toutefois chez les enfants.

Pas plus qu'ils n'ont choisi de naître, ils ne pourront choisir de survivre. Une bonne part d'entre eux souffriront dès la naissance des insuffisances alimentaires de leur mère. Dans des conditions normales, une femme enceinte voit son poids croître d'environ douze kilos durant sa grossesse. Dans le Tiers Monde, il est fréquent que cette augmentation se limite à trois ou quatre kilos. D'où manque, pour l'enfant, d'éléments nutritifs et poids insuffisant à sa naissance. Ces nouveaux-nés, dits hypotrophiques, connaissent un taux de mortalité vingt fois supérieur aux autres. Il en naît 21 millions par an dans le monde, en écrasante majorité dans les pays sous-développés.

Les carences alimentaires de la mère limitent aussi la production de neurones chez l'enfant, comme leurs connexions cérébrales, ce qui entravera fortement par la suite le développement des capacités et de la vivacité intellectuelles.

LA "LAYETTE POUR RIEN"

Connaissez-vous la "layette pour rien", la "peine perdue", l'"enfant du diable", l'"enfant chiffon", le "revenant" ? Tous ces termes africains désignent une forme de malnutrition de l'enfant que les spécialistes appellent le kwashiorkor. Les signes de cette malnutrition protéique sont les suivants : "L'enfant n'est pas 'maigre', il est même gonflé d'œdèmes, qui se situent sur les bras, les jambes, le dos des mains. Le visage est bouffi, les cheveux se décolorent, s'arrachent facilement, raidissent s'ils étaient crépus. La peau de l'enfant, dont la pigmentation se modifie, évoque celle d'un brûlé et son comportement devient anormal : il semble indifférent à ce qui l'entourne, aux stimulations, ne sourit plus, pleure, refuse la nourriture. Son foie ne parvient plus à assimiler les protéines et est envahi par les graisses. Cette dégénérescence graisseuse du foie, qui évoque celle des cirrhotiques, interdit à la glande hépatique de jouer son rôle 'détoxiquant', l'empêche de sécréter les enzymes indispensables à la digestion, d'autant qu'elle s'accompagne d'une altération du pancréas. En outre, la



LE MONDE MALADE DE LA FAIM

C'est une terrible comptabilité que celle de la faim dans le monde : selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), quelque 450 à 500 millions de personnes sont sous-alimentées de manière chronique. La seule année 1979 aura vu mourir de faim quelque 50 millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Quelque chose comme huit fois la population de la Suisse, en une année seulement !

Toujours selon l'UNICEF, 15 millions d'enfants meurent en moyenne chaque année de la faim ou d'une maladie à laquelle la faim offre un terrain favorable. On attend toujours ne serait-ce qu'un soupir de regret des réactionnaires de "Laissez-les vivre"...

Et l'on risque fort d'attendre longtemps. Car il n'est nul besoin d'être expert pour constater deux évidences : d'une part jamais les capacités de productions alimentaires n'ont été si grandes; d'autre part les pays souffrant massivement de famine et de sous-alimentation sont tous des pays à économie de marché dominés. La conclusion en est limpide : vaincre la faim, objectif réalisable dès maintenant, exige de rompre avec cette économie-là. Car son fonctionnement, absurde, se nourrit justement de la faim de millions de personnes.

muqueuse intestinale est détériorée, ce qui porte atteinte aux capacités d'absorption. L'enfant ne produit plus d'anticorps et ne peut plus résister aux agressions microbiennes ou virales (...). Faute d'un traitement adapté, la mort survient à très brève échéance." (Le Monde Diplomatique, mai 1983).

Autre forme de malnutrition infantile : le marasme, provoqué essentiellement par un déficit de calories. Par suite de l'abandon de plus en plus fréquent de l'allaitement au sein et son remplacement par du lait en poudre (merci, Nestlé !) trop dilué, les cas de marasme augmentent. Ce sont eux qui produisent l'image typique de l'enfant affamé, le corps complètement amaigri, les os saillants, l'allure d'un petit vieillard.

Toutefois, les cas les plus courants de malnutrition associent les deux formes ci-dessus. Les spécialistes parlent alors de MPE (malnutrition protéino-énergétique) ou de MPC (malnutrition protéino-calorique). Cinq millions d'enfants âgés de moins de cinq ans en souffriraient actuellement.

Ce sont là les formes extrêmes de la malnutrition; bien que la remarque paraisse cynique, elles ont "l'avantage" de pouvoir être décelées rapidement. Il y a pourtant, plus largement répandue encore, une malnutrition "rampante" dont les signes extérieurs sont bien moins manifestes. Elle entraîne une vulnérabilité intense de l'enfant aux virus et aux microbes, ainsi qu'aux parasites et des entraves au développement mental. Les maladies infantiles, comme la

rougeole et la coqueluche, qui ici apparaissent comme autant d'épreuves bénéfiques à l'enfant, sont souvent dans le Tiers Monde synonyme de mort. Les diverses diarrhées, produit et résultat de la malnutrition, emportent chaque année plusieurs millions d'enfants.

Plus difficilement quantifiables, les atteintes cérébrales n'en sont pas moins réelles. Ainsi, "l'observation de sous-alimentés d'emblée montre que, lorsque vers l'âge de trois mois, le nourrisson s'aperçoit qu'il ne reçoit pas de quantités suffisantes de lait, il traverse une période où il demande de plus en plus fréquemment à être nourri, puis, faute de satisfaction, s'adapte progressivement à cette situation, ralentit son métabolisme, économise spontanément des substances nutritives au détriment de sa croissance et de son activité physique. Il dort anormalement longtemps, cesse de jouer, de découvrir le monde, suscite un intérêt décroissant de son entourage, qui, à son tour, le stimule de moins en moins." (Le Monde Diplomatique, mai 1983).

Résultat : non seulement un manque de poids et de stature, mais aussi des difficultés d'adaptation au milieu, de coordination des gestes, d'équilibre, moins de force et d'agilité.

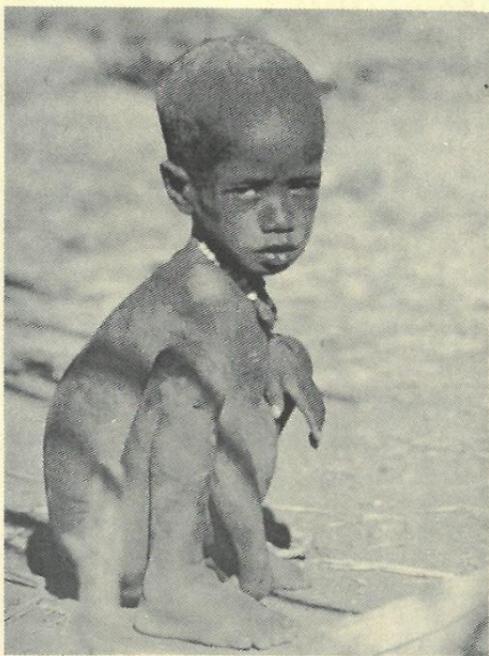
Voilà, trop brièvement présentés, quelques-uns des crimes les plus courants de l'organisation de l'alimentation et de l'agriculture mondiale par le capitalisme, par l'économie de marché.

LES VRAIS RESPONSABLES

Il ne manque pas d'organismes divers et d'organisations de bonne volonté pour dénoncer cet état de fait. Ils en appellent alors soit à la charité, soit à un comportement plus raisonnable des salariés-consommateurs dont les diverses fringales contribueraient à l'appauvrissement du Tiers Monde. C'est oublier tout simplement qu'entre, par exemple, le producteur africain et le consommateur européen il y a la chaîne d'acier des multinationales de l'alimentation et de l'agro-business, des Etats impérialistes et de leurs relais locaux. Cette chaîne qui fait que sur les 200 milliards de dollars que dépensent les consommateurs pour les produits originaires du Tiers Monde (pétrole non compris), seuls 30 — soit 15 o/o — reviennent au pays producteur. Le reste a été absorbé par les entreprises de stockage, de conditionnement, de transports et de vente. Et sur ces 15 o/o, le premier producteur, le paysan, peut s'estimer heureux s'il en touche le tiers.

En outre les habitudes alimentaires sont choses maléables. Il suffit pour cela d'investir suffisamment. Si, en Europe, le poulet est passé du rang de produit de luxe à celui de l'alimentation courante, cela tient moins à un soudain besoin gastronomique qu'à la pénétration des produits américains sur le marché après la Deuxième Guerre mondiale. Dans leurs bagages, les GI's amenaient non seulement le chewing-gum et les western, mais aussi le poulet en batterie. L'exemple récent du développement des "fast-food" (nourriture expresse) à la Mac Machin, où tous les miracles de la chimie alimentaire se conjuguent pour fournir de savoureuses semelles au pain mou, le montre bien : l'alimentation n'est pas d'abord affaire de comportement individuel, mais bien d'investissements et de taux de profits. Ce que reconnaissait sans réticence aucune le sénateur américain McGovern, au milieu des années soixante : "Les écoliers japonais qui ont appris à aimer le lait et le pain américains grâce aux programmes financés par la LP 480 (programme d'aide alimentaire, réd.) ont, depuis, fait du Japon le meilleur acheteur en dollars de nos produits agricoles".

Le marché mondial de l'alimentation et de l'agro-business est en effet particulièrement bien tenu en main. Et ceux qui le contrôlent n'ont rien d'épiciers, malgré la nature des produits. Ainsi cinq pays seulement fournissent le 90 o/o du marché céréalier (USA, Canada, Australie, Argentine, France). Dans ces pays se meuvent avec aisance cinq requins affameurs : les cinq grands groupes céréaliers. En 1976, un rapport publié par le Département américain à l'Agriculture notait que "les exportations de céréales des Etats-Unis sont dominées par cinq grandes compagnies qui traitent environ 85 o/o de leur volume total". Ces cinq sont : trois multinationales américaines (Cargill, Continental, Bunge), une franco-américaine (Louis-Dreyfus) et, évidemment, une helvétique, le groupe Aldex (comptoir commercial André & Cie, de Lausanne). Mais le gâteau de l'alimentation est trop succulent pour que d'autres squalés n'y pointent pas leur nez. C'est ainsi qu'en amont, le groupe pétrolier Shell s'est taillé une place de choix : "En Europe, le plus grand semencier est le groupe Shell qui contrôle une dizaine d'entreprises ou de groupes d'entreprises. Shell met actuellement en place un réseau mondial de sélection et de production des semences" (Revue d'économie industrielle, décembre 1981). Qui dit semence dit traitements, engrais, donc chimie. Et voilà qu'apparaissent les trusts helvétiques de la chimie, Sandoz, Ciba-Geigy, par exemple, qui sont en train de mettre au point des graines enrobées offrant la dose d'engrais et de pesticides nécessaires à leur croissance...

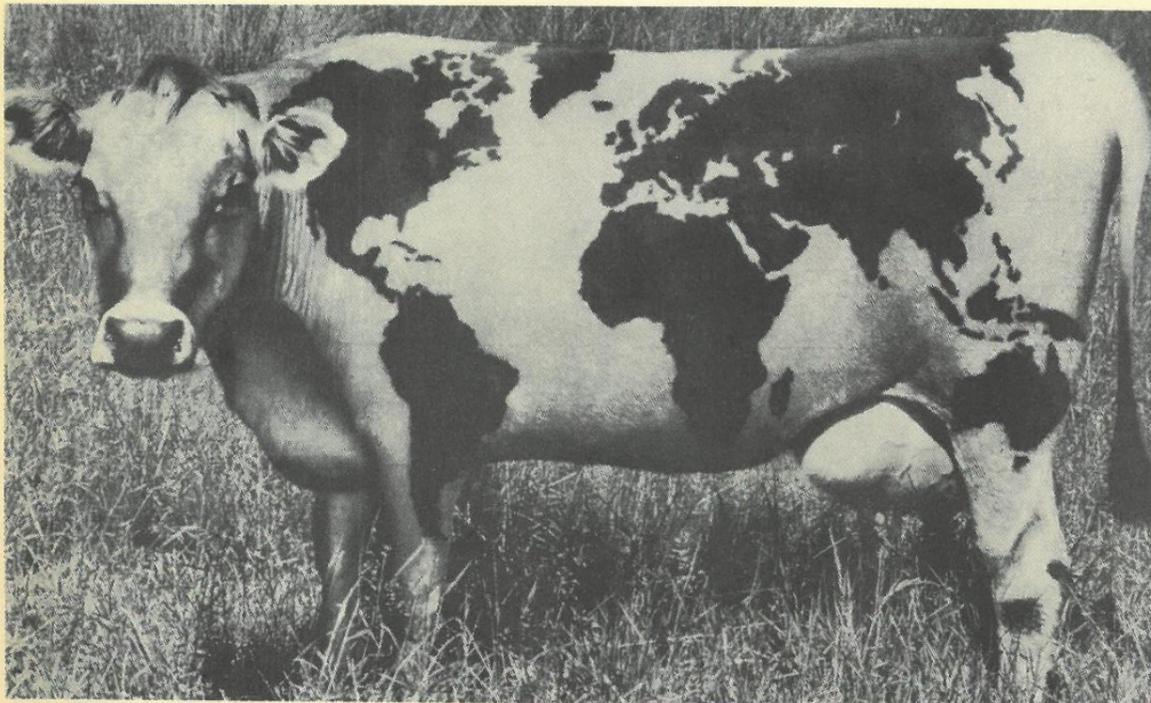


Voilà ceux qui, par tous les moyens économiques, financiers, politiques dont ils disposent, prennent en tenailles aussi bien le consommateur des pays capitalistes que le producteur des pays sous-développés. Les conséquences, on l'a vu, sont catastrophiques. Pat Mooney, spécialiste de l'économie agricole, responsable de la "Coalition internationale pour des actions de développement" dresse un premier bilan des effets du développement capitaliste de l'agro-business : "Il n'aura fallu que vingt ans pour que le modèle occidental déracine, renverse et supprime les divers systèmes agricoles du Tiers Monde et les édifices sociaux connexes. L'économie de marché occidentale s'est accaparée les cultures et les économies de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine sous prétexte de nourrir ceux qui ont faim. On entraîne le Tiers Monde dans un système alimentaire qui fonctionne mal dans les pays industrialisés et qui menace de limiter tout à fait les choix des pays pauvres. Ce chemin vers l'enfer n'est pas pavé que de bonnes intentions." (Pat Mooney, *Les semences de la terre, une richesse publique ou privée ?*, 1981).

Sartre écrivit une fois "l'enfer c'est les autres"; aujourd'hui pour des centaines de millions d'êtres humains, l'enfer, ce sont les multinationales de l'agro-business et les trusts de l'alimentation.

Eric Peter

Ce dossier s'est largement inspiré d'une série d'articles parus dans *Le Monde Diplomatique* (novembre 1982 : Ch. Condamines, *Les terres du tiers-monde pour nourrir les pays industrialisés*; David Kinley, *Quand le "progrès" aggrave la misère paysanne*. Mai 1983 : Claire Brisset, *Les maladies de la faim*), ainsi que du recueil "Le grand business alimentaire, Les dessous de la table", publié en mars 1983 par le *Canard enchaîné*.



Tout comme les Etats-Unis au cours des années 50 et 60, la CEE a été tentée de se débarrasser de ses surplus au moyen de l'aide alimentaire au tiers monde. (...) Le lait écrémé en poudre a toujours été le chouchou et représente les deux tiers de l'aide alimentaire; il est distribué à raison de 150 000 tonnes annuellement depuis 1976. (...) Si bien qu'on assiste à des situations tragi-comiques : nous envoyons du lait en poudre aux Africains qui ont faim parce qu'ils réservent leurs terres à la production de l'arachide qui aide à nourrir les vaches européennes qui produiront du lait qui sera transformé en poudre qui sera envoyée aux Africains qui ont faim... (Les dessous de la table, p. 12)

Debout les damnés de la terre...

Il n'y a pas d'exemple plus éclairant et plus révoltant de l'absurdité du capitalisme que celui de la faim dans le monde. Alors que les ressources matérielles, humaines et techniques permettraient largement de résoudre rapidement le problème, l'existence d'un marché mondial capitaliste suffit à condamner des centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants à une existence infra-humaine.

Les trusts internationaux de l'agro-business, les Etats impérialistes, réussissent ainsi un véritable tour de force : maintenir, à l'âge du rayon laser et de la navette spatiale, une bonne partie de l'humanité dans une situation digne de l'Antiquité.

Problème mondial, la faim ne disparaîtra réellement que lorsque les structures économiques qui l'engendrent et la reproduisent seront abattues. Car ce sont elles qui s'opposent et s'opposent jusqu'à leur dernier souffle à une solution rationnelle du problème. Pour vaincre les multinationales de la faim, pour obtenir enfin une répartition équitable des immenses ressources alimentaires existantes, une lutte internationale est nécessaire. Car la résistance n'est pas du seul ressort des populations affamées.

Que l'on imagine un seul instant le progrès considérable que représenterait la nationalisation, sous contrôle ouvrier, des trusts de la chimie helvétique. Pour le paysan haut-voltaïque, ce serait la garantie de pouvoir disposer d'engrais enfin soigneusement élaborés, à bas prix. Il pourrait aussi retrouver ses semences locales et rustiques, accaparées par l'agro-business qui préfère de loin lui vendre des hybrides, coûteux, fragiles, dont certains ne se reproduisent pas, et qui en outre ont besoin de beaucoup plus d'engrais et de pesticides pour se développer. Sans parler évidemment des possibilités immenses qu'il y aurait alors de soigner les conséquences de la malnutrition.

Pour nous, travailleurs d'Europe occidentale, les avantages seraient innombrables : non seulement parce que l'on mettrait ainsi la main sur un fantastique monceau de richesses accumulées, mais aussi, par exemple, parce que l'on pourrait découvrir la composition du fantastique cocktail chimique (toxique ?) que l'industrie alimentaire nous fait ingurgiter. Nous aurions alors à disposition l'instrument permettant de mener une politique sanitaire et alimentaire répondant aux besoins de la population mondiale. Et l'on risque fort de récupérer au passage les fûts de dioxine de Seveso...

Pour trivial qu'il soit, cet exemple montre bien le lien entre la lutte des travailleurs dans les pays développés et celle des masses opprimées et affamées du Tiers Monde. C'est ce réseau d'intérêts communs qui fonde la nécessaire solidarité entre les opprimés du monde entier. L'internationalisme n'est pas le supplément d'âme que certains veulent y voir. Il est simplement l'expression politiquement consciente de cet état de fait. Imagine-t-on pouvoir combattre efficacement les gigantesques multinationales de l'agro-business et les Etats qui les soutiennent pays par pays, petit bout par petit bout ? Croit-on sérieusement pouvoir s'en prendre à un groupe comme Cargill Inc., le premier groupe céréalier mondial, sans avoir pour cela des forces dans tous les pays où cette pieuvre étend ses tentacules ? Présent dans 38 pays, possédant plus de 600 unités de production, employant environ 25 000 personnes, disposant d'un parc de 3 000 wagons de chemin de fer, de 400 péniches et de 14 cargos, ce vampire du grain ne sera vaincu que par une action internationale, coordonnée et décidée. Rassembler les travailleurs et les paysans pauvres les plus conscients du Pérou, de Corée du Sud, d'Argentine comme les salarié(s) d'Allemagne, de France et des Etats-Unis pour engager la lutte contre les piliers du capitalisme mondial, voilà qui reste d'actualité. Nous sommes internationalistes et anticapitalistes parce que nous voulons faire disparaître à tout jamais le fléau de la faim dans le monde, parce que chaque enfant mourant de sous-alimentation est une victime de trop. Car, comme pour Marx "rien de ce qui est humain ne nous est étranger".

Ce faisant nous renouons avec les plus belles traditions du mouvement ouvrier, dont le chant de ralliement, faut-il le rappeler, s'appelle *l'Internationale* et commence justement par ces mots : "Debout les damnés de la terre, debout les forçats de la faim" !

Eric Peter

Le Parti écologiste genevois ou

L'ÉCOLOGIE DES GAGNE-PETIT

L'écologie a le vent en poupe. Mettez-vous au vert et prenez votre souffle ! Le succès est assuré, y compris aux élections. Le Parti écologiste genevois (PEG) vient de le démontrer en récoltant 6,3 o/o des voix aux municipales genevoises avec une simple affiche : un "é" vert sur fond blanc et quelques propositions diffuses. Mais justement : que propose ce parti auquel une part de l'électorat de gauche a naïvement accordé ses suffrages ?

La "vague verte" a une origine connue. Trente ans de croissance dans les pays capitalistes avancés ont aiguisé les contradictions d'un régime qui ne peut se développer qu'en gaspillant les ressources, niant les besoins humains, sociaux et naturels, bref qu'en exploitant les hommes et la nature sans autre souci que le profit immédiat.

Le mal "productiviste" ?

Cette anarchie de la production capitaliste, le PEG l'attribue à la technocratie (de gauche comme de droite), dont le projet de société serait "le matérialisme, la technologie lourde et l'ordinateur central", qui déresponsabilise les individus et ne vise que le productivisme. "Avant tout, nous sommes anti-productivistes", explique Laurent Rebeaud, secrétaire du PEG, à *Infrarouge* (1er mai 1983); "les partis socialistes restent productivistes donc partisans d'un accroissement de la consommation et d'une reprise économique dans le

sens de la croissance matérielle. Nous sommes plutôt partisans de la décentralisation et pour la diminution ou l'arrêt d'un certain nombre d'institutions sociales.."

Cette prise de position éclaire ce que le PEG entend par "choix de société" quand il oppose celui de l'écologie à celui de la technocratie. Notons que la société telle que la voit le PEG se limite à certains aspects des sociétés industrielles développées. Que le même régime "productiviste" (en fait capitaliste), axé sur "l'accroissement de la consommation", réduise à la famine un tiers de l'humanité, crée des poches de misère et de chômage — y compris dans les pays capitalistes développés —, en un mot produise des crises à la fois de surproduction et de sous-consommation, voilà qui échappe totalement à leur vision du "monde technocratique" ! L'objection n'est pas secondaire. Le citoyen genevois qui s'insurge, à juste titre, contre l'urbanisation dévorante, la pollution et les centrales nucléaires

n'aperçoit la société que sous l'une de ses facettes. Il en conclut que l'ennemi est le "productivisme". S'il saisit l'ensemble et se soucie de ceux qui ne connaissent même pas le début de "l'ère de consommation" ou sont rejetés à des salaires de misère et au chômage, il sera forcé de comprendre que l'ennemi n'est pas la "croissance matérielle" mais la production capitaliste, avec ses contradictions insurmontables.

Mais le PEG refuse justement cette compréhension de la société comme un "vieux cliché" et précise : "Il est néfaste et faux de prétendre que le 'système' est pourri au point que seul un changement politique violent peut nous préserver de la catastrophe écologique". Sous couvert de refuser la violence (alors que celle des pollueurs est visible tous les jours — voir Seveso !), le PEG refuse en fait de s'en prendre aux mécanismes mêmes de la production capitaliste.

Réduire la consommation

Les propositions politiques qui découlent de son "antiproductivisme" le montrent. "Toute action écologiste doit commencer dans la sphère personnelle", dit-il. Sous le couvert de stimuler la responsabilité personnelle, l'axe fondamental de sa politique est de préconiser une réduction de la consommation.



La misère en plein capitalisme développé (ici, une soupe populaire devant la Maison Blanche à Washington) : une réalité qui visiblement échappe au PEG.

"VIEUX CLICHÉS" ?

La Fédération verte, qui devait regrouper les diverses listes écologistes aux élections nationales, ne verra pas le jour. Elle s'est divisée entre "modérés" de droite (Grüne Partei Zurich, Parti écologiste genevois, Groupement pour l'environnement Vaud, Mouvement pour l'écologie Neuchâtel) et "alternatifs" (Combat socialiste Jura, Alternative démocratique). Les premiers ne voulaient pas "se faire récupérer par les gauchistes", comme l'a dit L. Rebeaud, secrétaire du PEG (*La Suisse*, 5 février 1983), en clair refusent d'admettre que la lutte écologiste est inséparable d'une lutte d'ensemble contre le capitalisme et ses institutions.

"Vieux clichés" disait L. Rebeaud à *Tout Va Bien* (18 mars 1983) à propos de cette division entre Verts de droite et de gauche. "Si la droite et la gauche sont faites pour s'opposer, les alternatifs et les écologistes doivent s'entendre. Ils sont porteurs d'un nouveau projet de société (...). La création de deux fédérations séparées relèverait du pinaillage électoral ou, pire encore, de la paresse mentale."

Quoi qu'en pense Rebeaud, l'écologie recouvre des "projets de société" bien différents et il n'y a pas pire "paresse mentale" que de vouloir le nier. S'il y a un "vieux cliché" dans toute cette affaire, c'est bien celui de se prétendre ni à droite, ni à gauche... pour finir par choisir le camp de la Fédération de droite !

Refusant, par exemple, une nouvelle station d'épuration, inefficace et "bétonneuse", il explique : "c'est la consommation d'eau qui est surdimensionnée" !

Nouveau projet de société ? Il a trop le relent de tous les prêches sur l'austérité pour faire croire à sa nouveauté. D'autant que ce genre de solutions sont fausses. Car ce n'est pas dans la distribution mais dans la production elle-même que se produisent les plus forts gaspillages et les plus graves pollutions. Mais on cherchera en vain, dans les documents du PEG, l'indice d'une mise en question de la "responsabilité personnelle" des industriels ! L'écologie est question de cons-

science, non de droit de propriété et de logique du profit. En refusant cette mise en cause du capitalisme, le PEG se désarme tout simplement avant de lutter pour l'écologie. Surtout qu'il ajoute que "nos institutions politiques sont plutôt bonnes". Celles-là même qui ont décidé tout le programme autoroutier et les centrales nucléaires ! Bravo !

Cette logique a ses suites. Faute de s'en prendre aux pollueurs, on taxe le consommateur. Le PEG en vient ainsi à souhaiter, pour lutter contre la pollution de l'air et le gaspillage d'énergie, les décomptes individuels de chauffage et un impôt indirect sur l'énergie. Sans même se rendre compte que, pour taxer le consommateur et non le pollueur industriel, il aura avec lui toute la droite "technocratique" !

De l'écologie aux crédits sociaux

Mais là où son écologisme devient franchement misérable, et droitier, c'est dans le domaine social. "Les budgets sociaux sont appelés à cesser de croître au niveau fédéral, car ils sont devenus improductifs, il y a un gaspillage énorme en bureaucratie." Comme si la décentralisation cantonale et communale n'était pas moins bureaucratique et surtout pas plus gaspillante (le coût social d'investissements sociaux non planifiés étant sensiblement plus élevé).

Le refus de la "technocratie" conduit tout droit à emboucher les trompettes bourgeoises du "moins d'Etat" social ! Or, que l'on sache, les besoins humains et sociaux font partie de "l'équilibre naturel" au même titre que l'utilisation des ressources ! Limiter les dépenses sociales, c'est instaurer le "à chacun pour soi" exactement comme le font les industriels en matière d'environnement.

L'écologie par des économies de bouts de chandelles et par respect du régime capitaliste finit tout droit dans les poubelles de l'austérité bourgeoise...

Michel Thévenaz, 16 mai 1983

Kaiseraugst :

Opposition toujours aussi massive

La commission du Conseil national chargée d'examiner la demande d'autorisation pour la construction de la centrale nucléaire de Kaiseraugst avait décidé d'inspecter les lieux. La majorité de la commission est, d'ores et déjà, du même avis que le Conseil des Etats : Kaiseraugst doit être construite. Mais avant de prendre une décision, il faut donner l'apparence de la démocratie.

Le mouvement antinucléaire a saisi cette occasion pour faire la démonstration de sa force. La visite de la commission s'est déroulée le mercredi 4 mai. Malgré le fait qu'il s'agissait d'un jour ouvrable, plus de 4 000 personnes se mobilisèrent pour accueillir ces messieurs-dames du Conseil national. Les organisations antinucléaires modérées avaient appelé à former une chaîne humaine s'étendant sur trois kilomètres et demi, de Rheinfelden au site de Kaiseraugst. La coordination régionale des antinucléaires "radicaux", regroupant entre autres le PSO, les JSR et les POCH, avait appelé, elle, à l'occupation du site.

L'autocar transportant les 31 membres de la commission parlementaire défila lentement devant la chaîne humaine composée de per-

sonnes de tous âges : retraités, jeunes, mêlés avec leurs enfants, travailleurs. Banderoles, ballons et pancartes illustrèrent de manière impressionnante l'opposition de la population de la région.

Arrivé sur le site, l'autocar déposa ses passagers. "Lentement et timidement, la plupart d'entre eux inquiets, les conseillers nationaux quittèrent l'autocar, pour être accueillis par des sifflements et des slogans." (*Baslerzeitung*, 5 mai 83)

Entourés de manifestant(e)s, les conseillers nationaux avancèrent lentement. Ils durent se soumettre à un "contrôle de radio-activité" administré par des "médecins" armés d'un nouveau modèle de "compteur Geiger". Durant le contrôle, un haut-parleur indiqua la liste des conseils d'administration

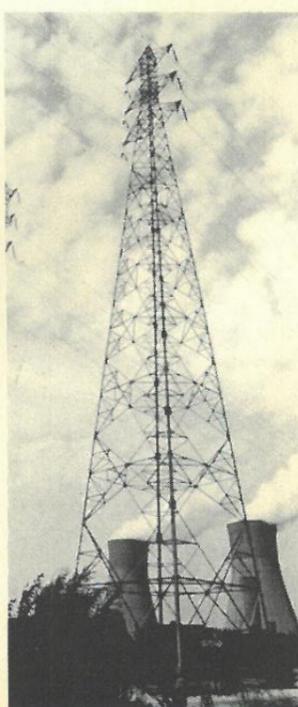
auxquels participent les membres de la commission. Le résultat du "contrôle de radio-activité" : "Treize sont plus ou moins en ordre. Quant aux dix-huit autres, nous avons de grands doutes !"

Certains conseillers nationaux, surtout ceux favorables à la centrale, furent contraints d'écouter des discours attaquant leur attitude. Le discours de présentation de la centrale nucléaire par le président du conseil d'administration de la Kaiseraugst SA fut noyé par les flots musicaux du "concert" donné par "L'Orchestre de la sécurité bâloise".

Un pneu de l'autocar ayant été dégonflé, les conseillers nationaux rentrèrent à pied.

La force évidente des opposants antinucléaires n'a pas plu aux parlementaires bourgeois. Georges Thévoz, conseiller national vaudois de l'Union démocratique du centre (PAI-UDC), déclara : "Ce rassemblement ici m'a fait une très mauvaise impression". Irradié de mauvaise humeur, en quelque sorte...

correspondant bâlois



Interfoto

Chili :

Pour l'observateur attentif, les manifestations de mars et de mai au Chili ne sont pas si inattendues que cela. Depuis des mois, sous la cendre, le feu couvait (cf. La Brèche no 282 du 25 septembre 1982). Par une ironie dont l'histoire est friande, ce sont les mêmes concerts de casseroles qui appelaient l'intervention de la contre-révolution en 1973 qui ont aujourd'hui montré publiquement l'isolement de la clique de Pinochet.

Pour le dictateur aux lunettes noires, c'est la sanction du véritable désastre économique dans lequel sa politique a mené le pays. Le Chili est actuellement l'un des pays les plus endettés du monde (17 milliards de dollars). Commentant le flux d'aides et de crédits de toute sorte accordé par les organismes internationaux, Le Monde note : "Il s'agit non pas de renflouer le Chili, mais de l'empêcher de couler, ce qui montre assez la faillite du modèle instauré en 1973." (Le Monde du 17 mai 1983).

Ce modèle, qui en substance visait à ôter tout obstacle au libre jeu des lois sauvages du capitalisme mondial, à y intégrer au maximum l'économie chilienne, est entré en crise en même temps que l'économie internationale.

L'ordre ne règne plus à Santiago

Depuis lors, ce ne sont plus seulement les habitants des bidonvilles qui souffrent de la misère. Comme l'indique Carmen Castillo, compagne de Miguel Enriquez, dirigeant du MIR assassiné en octobre 1974 : "Dans la rue au Chili, on ne trouve plus seulement des chômeurs provenant des couches populaires, mais aussi des professions libérales. Des mendiants très bien habillés portant un petit écriteau : 'Je suis ingénieur'..." (Libération du 16 mai 1983). Le propre développement du capitalisme international a ainsi sapé l'appui social de l'un de ses plus farouches défenseurs.

Ce premier coup de boutoir des masses chiliennes a un aspect paradoxal : car la faim et la misère ne poussent pas toujours à l'action, elles sont même souvent paralysantes. En outre, les généraux sanglants de Santiago n'ont rien perdu de leur brutalité, Amnesty International vient opportunément de le rappeler. Alors, qu'est-ce qui a changé pour que les masses chiliennes retrouvent, après dix ans de terreur, l'action collective et les manifestations de rue ?

D'abord il y a eu les fissures, de plus en plus grandes après les Malouines, qui sont apparues sur l'édifice des dictatures militaires du cône sud de l'Amérique latine. La nuit chilienne paraissait d'autant plus noire que les volets argentins, brésiliens, boliviens étaient hermétiquement fermés. L'héroïsme des masses boliviennes, la ténacité et la combativité du prolétariat brésilien, autant d'éléments qui sont venus nourrir la volonté de lutte des "sujets" de Pinochet et affaiblir ses alliés.

Ensuite, il y a incontestablement une nouvelle génération de militants au Chili. Jeune, vaillante, elle n'est plus tétanisée par le poids de la terrible défaite de 1973. Carmen Castillo en donne une illustration : "Les jeunes n'ont pas les réflexes politiques d'avant. Ils déclarent eux-mêmes : 'Si nous ne luttons pas pour notre dignité, nous ne sommes plus rien'. Bien sûr, la peur existe. Mais il y a un sentiment qu'il n'y a plus rien à perdre", ajoutant plus loin : "Quand j'ai téléphoné au Chili, je craignais que l'horreur qui s'est abattue sur les quartiers sud de la capitale allait ressusciter la peur. Mais on m'a répondu qu'on allait continuer à défendre ceux qui ont été arrêtés le 11 mai." (Libération, 16 mai 1983).

Le défi ainsi lancé à la dictature est en même temps un appel au mouvement ouvrier international. Au Chili entré en lutte, il doit répondre : "Presente" !

Eric Peter



Angleterre :

LA GUERRE À LA GUERRE DES FEMMES

Voilà deux ans et demi que des femmes occupent la base militaire de Greenham Common au sud-ouest de l'Angleterre. Le gouvernement conservateur Thatcher leur a envoyé des ordres d'évacuation et la police a tenté de les déloger. On leur fit un procès pour "recherche obstinée de la paix". Mais elles s'obstinent à rester, bravant pluie, neige et boue.

La relance du mouvement pacifiste

Avec leur action directe non-violente, les femmes de Greenham Common ont déclenché un formidable mouvement pacifiste et de soutien. Pour faire connaître leur lutte, elles se sont enchaînées à la barrière du camp, évitant ainsi d'être évacuées par la police; elles ont occupé les galeries du Parlement et à Pâques elles ont réussi à mobiliser près de 100 000 personnes qui formèrent une chaîne entre les trois bases d'Almerston, de Brughfield et de Greenham Common. Elles renouent avec une tradition encore fortement ancrée en Angleterre, la lutte des femmes pour la paix. Bien qu'une partie de l'argumentation — que ce sont les femmes qui font la paix et les hommes qui la détruisent — soit simpliste, elle a touché une corde sensible chez beaucoup de femmes de la classe ouvrière. Peut-être justement par son grain de vérité que — mises à part les positions de classe — les décisions concernant le pouvoir et la guerre sont prises majoritairement par des hommes. En outre, la division sexuelle du travail a toujours réservé aux femmes les rôles de supports affectifs, de soignantes, de consolatrices.

Cette motivation fit que dans un premier temps une part des féministes anglaises se distança des femmes de Greenham Common. La non-mixité du camp de la paix — une décision purement pragmatique — amena quelques groupuscules sectaires à traiter la lutte des femmes de contre-productive, déviant de la lutte des classes. La réalité prouve le contraire. Le camp de Greenham Common ne donna pas seulement

une formidable poussée au mouvement pour la paix, mais il eut une fonction de levain dans le développement des débats sur une alternative politique socialiste au sein du mouvement ouvrier. Le mouvement pour le désarmement atomique (Campaign for Nuclear Disarmement, CND), une organisation datant des années cinquante et qui traversa une longue période de léthargie, a pris un essor formidable depuis quelques années. Aujourd'hui, il compte 300 000 membres, dont beaucoup sont également affiliés à un syndicat ou au Labour Party (Parti social-démocrate britannique).

Les débats dans le Labour

L'imbrication entre la CND et le Labour Party permit à la gauche du parti de marquer quelques points lors de la dernière conférence du Labour. Les délégués acceptèrent une motion pour le désarmement unilatéral et la sortie de l'OTAN. Mais cette décision ne fit pas que des heureux. Les Michael Foot et autre Denis Healy (dirigeants du Labour) savent bien qu'avec un manifeste électoral contenant de telles propositions, ils ne seront guère considérés comme un parti propre à gouverner par la classe dirigeante. Cet enfant indésirable, ils aimeraient le larguer le plus rapidement possible dans un orphelinat où il serait oublié. En bons réformistes, ils sont désireux de se présenter à la bourgeoisie dans un style famille-comme-il-faut, sans bâtard d'origine-lutte-des-classes.

Vu l'échéance des élections anticipées en juin, la gauche du parti devra tout mettre en oeuvre pour

déjouer les manœuvres de ses dirigeants. Pour cela, il faudra la plus grande unité possible entre la base du Labour et les secteurs combattifs de la population, en particulier les adhérents au CND. Les femmes ont un rôle doublement crucial à jouer dans ce processus de construction de rapports de forces favorables à la gauche. Deux choses seront déterminantes. D'abord leur contribution à ce que le Labour se présente aux électeurs/trices avec une plate-forme anticapitaliste et anti-impérialiste. Ensuite leur lutte pour que le mouvement pour la paix fasse échec aux plans guerriers de Reagan en 1983, année de l'installation des missiles en Europe.



Ce rapport de forces favorable doit se construire dès maintenant. Les femmes de Greenham Common l'ont bien compris, faisant des tournées dans les sections syndicales et du Labour dans toute l'Angleterre; et les femmes de l'Union syndicale (TUC = Trade Union Congress) également, puisqu'elles ont décidé de soutenir la journée internationale d'action pour la paix qui aura lieu le 24 mai. Margaret Thatcher l'a aussi compris, puisqu'elle a confié la campagne de contre-propagande au ministre le plus populaire, Michael Heseltine, et qu'elle a décidé d'avancer la date des élections avant que l'"effet Falkland" ne s'épuise.

Brigitte Clot

LOS COMPA- ÑEROS



Sous ce titre, Maurice Lemoine a publié l'an passé aux Editions Encre¹, un récit vivant et prenant de la révolution salvadorienne. Non pas une analyse de fond, mais la révolution au quotidien, telle qu'il a pu la vivre, ayant séjourné parmi les Forces populaires de libération (FPL) dans la région de Chalatenango. Si depuis l'époque de son enquête les forces révolutionnaires se sont développées et renforcées, *Los Compañeros* n'en garde pas moins toute sa valeur en donnant à toucher du doigt l'osmose qui se crée peu à peu entre les "compas" (les révolutionnaires) et les paysans pauvres, les travailleurs agricoles. Seule cette fusion entre les aspirations sociales des masses et leur organisation par les forces révolutionnaires permet d'envisager une insurrection populaire victorieuse et porteuse d'avenir. Le mérite de *Los Compañeros* est de le faire sentir concrètement.

"L'attitude du paysan à notre égard changea peu à peu à cause de la répression à laquelle se livraient les forces de Batista; elles assassinaient, détruisaient les maisons et se montraient totalement hostiles à ceux qui avaient le moindre contact, même occasionnel avec notre Armée Rebelle. Ce changement se traduisit par l'apparition du chapeau de paille de palme dans nos guérillas, et notre armée de citoyens se transforma progressivement en armée paysanne." Non, ce n'est pas un révolutionnaire salvadorien qui parle, mais bien le "Che" Guevara, relatant son expérience cubaine². Toutes proportions gardées, et malgré les différences de situation, une évolution similaire se déroule au Salvador.

Terreur et exploitation

Dans la première partie de son ouvrage, Maurice Lemoine décrit la vie quotidienne des paysans pauvres salvadoriens et l'incroyable terreur qui s'abat sur eux. Moyen principal de la domination des 14 familles de l'oligarchie, elle est appliquée systématiquement par des brutes patentées comme Maximiliano Hernandez (général, principal responsable du massacre de 1932, qui dirigea le pays de 1932 à 1944). C'est lui l'auteur d'inoubliables sentences, comme : "Il est bon que les enfants aillent nu-pieds. Ainsi ils reçoivent mieux les effluves bénéfiques de la planète, les vibrations de la terre". Ou encore : "C'est un crime plus grand de tuer une fourmi que de tuer un homme parce que l'homme se réincarne après sa mort, alors que la fourmi meurt définitivement".

Le résultat ? Depuis lors, une terreur massive, quotidienne et aveugle, s'abat sur le peuple salvadorien. De l'interrogatoire, puis l'assassinat, de Pedro Angel Naves au massacre du "Sumpul" (nom du fleuve où il se déroula), Lemoine en donne une description dantesque. Nul ne s'étonnera donc que l'ex-

pression salvadorienne la plus courante soit "asi es" (c'est ainsi, on n'y peut rien). Cette violence sert à maintenir un terrible système d'exploitation. Voici celui de la récolte du café : "A partir de décembre, plus de trois cent mille saisonniers affluent dans les plantations, s'ajoutent aux colonos, les peones employés à l'année. Pour ceux-ci, une caja de paja, misérable cabane de paille, vingt mètres carrés de terrain pour les cultures de subsistance, ou de la nourriture, mais si peu : cinq livres de maïs, cinq livres de fèves (haricots noirs, réd.), cinq livres de chaux qui mélangée au maïs permet de faire les tortillas, un pain de sucre roux — pana —, le tout pour une semaine.

"Puis les autres arrivent, ceux des hautes terres, des sols pauvres et des pentes arides, ceux des régions éloignées des grands axes de communication, au nord, à l'est, ceux du pays stérile de la subsistance.

"Les gens vont par centaines, de-ci, de-là, prennent le bus pour une finca (grande plantation, réd.). L'un va, dépensant, et parfois ne gagnant rien. Et eux, les cafetaleros, les maîtres de la terre, gagnent déjà de l'argent. Les compagnies de bus leur appartiennent."

Les limites de la terreur

Terreur indiscriminée et exploitation forcennée amènent toutefois de plus en plus les travailleurs agricoles et les paysans pauvres à chercher la protection des compas, des forces révolutionnaires. Ils trouvent alors dans les zones "contrôlées" une nouvelle organisation de la vie quotidienne : "Suivant leur âge, leur enthousiasme ou leur conscience politique ils adhèrent aux organisations de masse ou aux milices, découvrent dans tous les cas la vie égalitaire, base de la nouvelle société en émergence (...). Dès qu'un territoire est libéré, il est procédé à la mise en place d'une administration

On complètera utilement la lecture de *Los Compañeros* par celle de la brochure publiée par le PSO *Guerre et révolution au Salvador*, qui précise le cadre régional et politique de la lutte des masses salvadoriennes. Les deux ouvrages sont largement complémentaires.

civile, du "pouvoir farabundiste", à l'élection de responsables pour le contrôle de la population, l'organisation, l'éducation, la culture, la santé, l'alphabétisation. Cette pratique démocratique constitue une découverte pour tous ces paysans privés de la parole de toute éternité."

Ce n'est pas par la richesse des moyens mis en oeuvre que les forces révolutionnaires gagnent l'appui du peuple. Ecoutez le témoignage d'une responsable médicale de la guérilla : "On manque de tout, avait ensuite soupire Janira. Elle avait énuméré ses principaux problèmes. Paludisme, amibiases, diarrhées, dingue, provoquée par de minuscules moustiques. Aucune possibilité de traitement préventif. Pour faire tomber la fièvre : des linges humides. Pratiquement pas de médicaments. Quinze jours auparavant, jusqu'à l'aspirine avait manqué." Malgré cela, le pouvoir populaire gagne chaque jour des appuis, simplement en mettant en avant les besoins collectifs et leur prise en charge par l'ensemble de la collectivité. Continuons avec le même exemple d'aide médicale : "Elle se préoccupait beaucoup pour les enfants. Au rythme de trente consultations par jour dans toute la sous-zone, elle arrivait à la conclusion que quatre-vingt pour cent des cipotes (enfants en bas âge, réd.) étaient en très mauvais état... Et encore, il y avait amélioration puisque grâce à l'implantation du pouvoir populaire dans toute la région, pour la première fois dans l'histoire du Salvador, on commençait à s'occuper d'eux médicalement" (nous soulignons, réd.). Lutte armée, organisation des masses et progrès social s'imbriquent ainsi étroitement. Les cipotes salvadoriens n'auront de chances de survivre, d'apprendre à lire et de vivre dignement que si les forces révolutionnaires triomphent. Voilà aussi un des enjeux de notre solidarité.

Eric Peter

1. *Los Compañeros*, martyr, luttes et espérances d'un peuple; Ed. Encre, Paris, 1982.

2. E. Che Guevara, *Textes militaires*, Maspero, p. 138.

**ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-
MÊMES !**

Amateurs d'opéra :

L'opéra *AIDA*, celui de Verdi et de Vérone, vient au Hallenstadion de ZURICH, du 11 au 26 juin. C'est déjà complet, mais il y a une supplémentaire le 12 juin à 16h., dont la location s'ouvre le 24 mai au Service culturel Migros de votre ville. Prix des places : Fr. 34.— et Fr. 54.—.

VEVEY

Théâtre de Poche de la Grenette
1, rue de Lausanne
du 25 au 28 mai, 21h. : Marie Hofner et Jean-François Monot chantent Jean Villard-Gilles. Rens. : 021 / 51 60 37.

NYON

le 27, sa 28 mai : Fête des Caraïbes, steel band et calypso dans les rues de Nyon...

LAUSANNE

La Galerie, Casino de Montbenon
jusqu'au 28 mai : *Terre de Guerre*, le Proche-Orient de 1941 à 1982, vu par les plus grands photographes de l'Agence Magnum. du lu au ve de 14h. à 19h., sa de 13h.30 à 17h., di fermé.

GENÈVE

La Cour des Miracles,

2, chemin de la Montagne, Chêne-Bougeries
du 25 mai au di 12 juin : *Festival Tradition et Création*, musique, danse, théâtre, marionnettes, films, significatifs de la pérennité des arts traditionnels et de leur influence sur la création contemporaine. me 25, je 26 mai, 21h. : *Théâtre d'ombres de Bali*. ve 27, sa 28, di 29, 21h. : *Yakshagana*, théâtre dansé de l'Inde du Sud. sa 28, di 29, 15h. : *Marionnettes du Yakshagana*, Inde du Sud. je 26 mai, je 2, sa 4, di 5 juin, 17h. : *La Belle au bois dormant*, théâtre d'ombres. me 1er juin, 21h. : *Reflets de l'Orient : Inde*, musique et danse. je 2, ve 3 juin, 21h. : *Maihar Band*, musique indienne orchestrale; *Bharata Natyam*, danse traditionnelle de l'Inde du Sud. sa 4, me 8, je 9, 21h. : *Abete*, danses et musiques traditionnelles d'Afrique et du Brésil. sa 4, 22h.30 : *Fête africaine*. di 5, 17h. : *Reflets de l'Orient : Bali*, danses et théâtre d'ombres. je 9, sa 11, 17h., di 12, 15h. : *Le corbeau*, conte de Grimm par les marionnettes de Michel et Tina Perret-Gentil. ve 10, 21h. : *Wayang Mac Beth*, Shakespeare joué en théâtre d'ombres balinais.

sa 11, 21h., di 12, 17h. : *Topeng*, théâtre et danses masquées de Bali. Rens. 022 / 49 97 87 et 32 30 95. Parents, à vos marques :

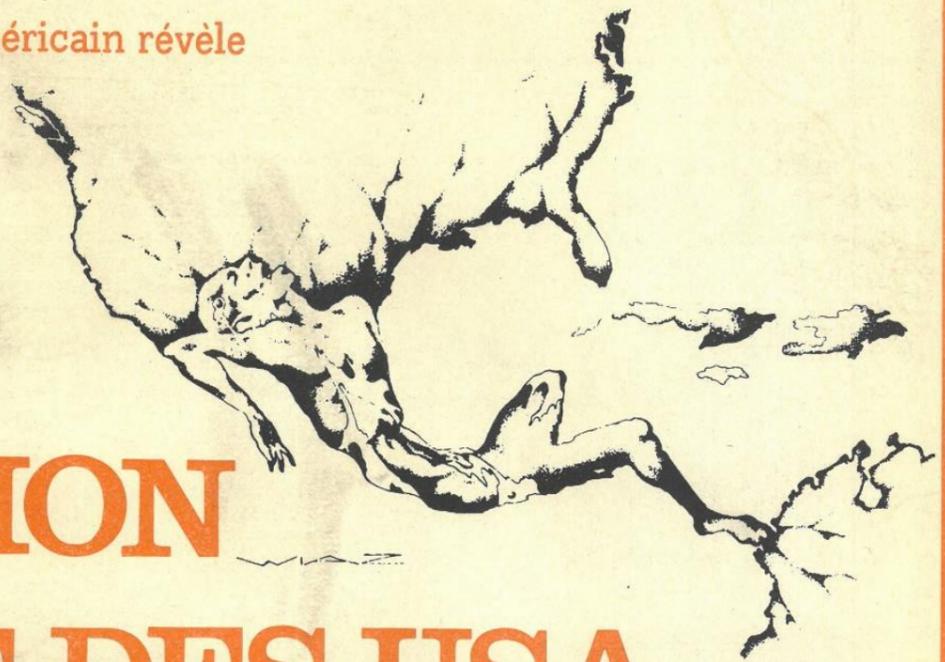
Le Théâtre Am Stram Gram présente le IIIe Festival international de spectacles pour jeune public. du ma 24 mai au sa 4 juin, à 19h. ma 24, Salle Patoño : *Icare* (Canada). me 25, Salle communale des Eaux-Vives : *Pic et Pic et Colegram* (Am Stram Gram Genève). je 26, Salle des Fêtes du Lignon : *Genesi* (Italie). ve 27, Salle Patoño : *Le diable aux trois cheveux d'or* (Belgique). sa 28, Salle com. des Eaux-Vives : *La souris et son fils* (Italie). lu 30, Salle Patoño : *Clown animuk* (Tchécoslovaquie). ma 31, Salle des Fêtes du Lignon : *Svet Snu* (Tchéco.) me 1er juin, Salle des Fêtes de Carouge : *Pantomimes clownesques* (Tessin). ve 3, Salle Patoño : *Prem's Deuz Derch* (France). sa 4, Camion à Histoires : *Turlututu chapeau pointu* (Am Stram Gram Genève). Rens. 022 / 28 17 61 (Am Stram Gram). Loc. : 022 / 28 68 20 (Serv. cult. Migros).

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes, 1er étage
je 2, ve 3 juin, 21h. : *Ascension* (salsa). Org. : AMR.

Edith de Nantes

Amérique centrale : un document secret américain révèle

LA DÉCLARATION DE GUERRE DES USA



Le *New York Times* du 7 avril a publié un document secret du Conseil de Sécurité des USA, datant d'une année auparavant (avril 1982), où un état-major de civils, de militaires et de membres de la CIA définit son plan d'intervention en Amérique centrale. Il prouve ce qu'on savait déjà : toutes les décisions qui ont conduit aux événements de ces derniers mois ont été prises à Washington.

Le document répète le vieil objectif de l'impérialisme dans sa chasse gardée : "Stratégiquement, il est pour nous d'intérêt vital d'empêcher la prolifération d'Etats sur le modèle cubain, qui fourniraient un appui à la subversion, compromettraient des voies maritimes vitales et feraient peser une menace militaire directe à nos frontières". En un mot : peuples d'Amérique centrale, nos "intérêts vitaux" vous interdisent tout droit à la libération nationale et sociale !

Les "sérieux problèmes" des USA

Rédigé en avril 1982, au moment des élections-bidon du Salvador et du coup d'Etat du bourreau illuminé du Guatemala Rios Montt, le document se félicite des "événements positifs" de la dernière période. "Les élections au Honduras, au Costa Rica et au Salvador ont marqué un fort contraste avec un Nicaragua tou-

"Ingérence extérieure" de Cuba et des Soviétiques, "régime totalitaire" des Sandinistes : depuis des mois Reagan multiplie ce genre de discours pour couvrir la véritable déclaration de guerre des USA contre les peuples d'Amérique centrale. Un document secret du Conseil de Sécurité américain (dont nous publions ici de larges extraits) montre qu'il ne s'agit là que d'un volet du plan de bataille US, celui de la "guerre psychologique", plus communément appelée intoxication. Car en fait d'ingérence extérieure et de régime totalitaire, toute la politique américaine se réduit à cela !

jours plus totalitaire. Elles ont bloqué l'audience croissante de l'extrême-gauche et de son programme dans la vie politique de ces pays. Au Guatemala, le récent coup d'Etat de jeunes officiers nous a ouvert de nouvelles possibilités pour améliorer nos relations avec ce pays. Le mini-coup qui a eu lieu à Panama a amené au pouvoir un commandant de la garde nationale plus jeune, plus dynamique et plus favorable aux USA." Bref : complots et élections truquées nous sont favorables !

Quant au Nicaragua, le Conseil de sécurité avoue son intervention directe : "Au Nicaragua, les Sandinistes sont soumis à une pression croissante du fait de notre activité souterraine et de l'état critique de leur économie".

En dépit de cette situation, "de

sérieux problèmes subsistent", admet le document :

* Les forces de la guérilla au Salvador et au Guatemala regroupent toujours 4 000 à 5 000 personnes dans chaque pays;

* Il existe un manque de consensus politique dangereux au Salvador et au Guatemala, qui peut mener à un bouleversement politique. Les réformes politiques, sociales et institutionnelles doivent être poursuivies;

* Nous continuons à rencontrer de sérieuses difficultés avec l'opinion publique américaine et avec le Congrès, ce qui compromet notre capacité à poursuivre le cours actuel. L'opinion publique internationale, en particulier en Europe et au Mexique, continue à s'opposer à notre politique;

* Cuba et le Nicaragua réussissent à maintenir encore et même à accroître leur soutien aux groupes insurrectionnels et terroristes;

* Le Mexique continue à apporter un appui, en partie ouvert et en partie secret, à l'extrême-gauche, sous forme de propagande, de fonds et de soutien politique;

* L'OLP et la Libye continuent à soutenir militairement et financièrement l'extrême-gauche;

* La situation économique de la région continue à se détériorer, créant des troubles sociaux et politiques qui freinent nos efforts visant à stabiliser la situation."

Sous sa forme laconique, ce bilan est significatif de la profonde détérioration du rapport de forces, au détriment des USA, dans la région. La lutte armée de libération nationale, au Salvador et au Guatemala, appuyée par la révolution nicaraguayenne et Cuba en est l'élément déterminant. Mais les divisions de la bourgeoisie internationale (Europe, Mexique) et surtout le "syndrome vietna-

mien" aux Etats-Unis mêmes (résistances à s'enliser dans une nouvelle guerre impérialiste massive) sont un obstacle important aux menées de guerre impérialistes. On juge ici toute l'importance d'un large mouvement de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale !

La carotte et le bâton

Compte tenu de ce rapport de forces, le plan de guerre américain combine la carotte et le bâton, l'intervention militaire directe et les manœuvres dilatoires. Le répertoire est impressionnant et s'est vu confirmé par tous les événements de ces derniers mois. Donnons-le tel qu'il ressort du document lui-même :

"Notre stratégie actuelle consiste à mettre en place un engagement soutenu et efficace dans la région grâce aux mesures suivantes :

* améliorer les capacités militaires des Etats démocratiques afin de s'opposer à la subversion de l'extrême-gauche;

* améliorer la situation économique par le biais de l'aide économique directe et de l'Initiative pour le Bassin des Caraïbes (plan d'aide militaire et économique ouvertement anticommuniste, réd.);

* apporter un soutien direct à l'action de contrôle et de renseignement dans la région (le document parle plus loin de "renforcer nos activités secrètes approuvées par le National Security Decision Directive du 17 novembre 1981" attribuant 19,5 millions de dollars à la CIA pour ses opérations secrètes en Amérique centrale, réd.);

* accroître la pression contre le Nicaragua et Cuba pour leur faire payer plus cher leur interventionnisme;

* mettre en place des institutions politiques démocratiques susceptibles de recevoir un soutien politique dans les pays concernés (il faut donc admettre qu'elles n'en ont pas !, réd.);

* poursuivre les programmes de réformes visant à apporter des solutions aux problèmes sociaux qui nourrissent et aident l'insurrection (tiens, tiens, réd.);

* stimuler la coopération régionale entre Etats démocratiques afin de promouvoir une action collective de sécurité à travers l'Organisation des Etats américains, le Traité de Rio et la Communauté démocratique centro-américaine;

* faire un effort concerté d'information pour répondre aux préoccupations de l'opinion publique à propos de l'Amérique centrale (c'est dans ce cadre que s'intègre la campagne sur "l'ingérence étrangère" de Reagan, réd.);

* adopter une stratégie de négociations qui manifeste à la fois une approche raisonnable mais ferme et amène à réaliser des compromis sur les termes que nous choisissons."

Notons encore que dans le détail de ces directives figurent des pressions redoublées pour "obtenir du Congrès l'approbation des fonds nécessaires", une "campagne diplomatique plus active afin de retourner le Mexique et les sociaux-démocrates d'Europe. En attendant, les maintenir à l'écart des questions centro-américaines et mettre en relief l'appui positif des partis chrétiens-démocrates et des syndicats libres", l'organisation d'une "pression sur l'opinion publique contre Cuba en utilisant la question des droits politiques et des droits de l'homme", "parvenir à des négociations qui ne se placent pas dans le cadre d'un mandat du Congrès, qui irait à l'encontre de nos intérêts" (le voilà bien, le régime démocratique de Reagan !!) et un travail "visant à accroître les luttes fractionnelles au sein de la guérilla".

Tout y est ! Montant de l'opération : un milliard de dollars pour 1982, 1,3 milliards de dollars pour 1983 (avec demandes de rallonges de crédits). Soit en deux ans l'équivalent de la dette extérieure du Nicaragua !

Toute la barbarie impérialiste est dans ce chiffre. Au mouvement de solidarité de répondre à la hauteur de ce plan de guerre afin de ne pas laisser isolés les peuples d'Amérique centrale.

M. Thévenaz, 17 mai 1983



Contre-révolutionnaires somozistes : armés, entraînés et soutenus par les USA.